indépendant — intrépide — compétent

JOURNAL FRANZ WEBER

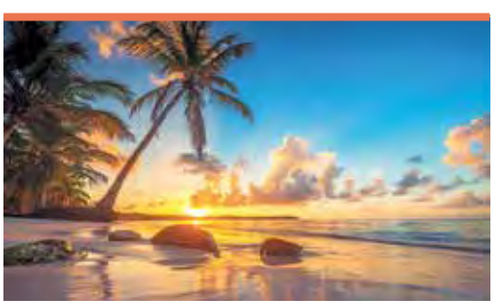
juillet | août | septembre 2020 | No 133

LA NATURE – SOURCE DE VIE

ffw.ch

Selon le professeur de philosophie Markus Wild, l'indignation éthique et les actions politiques relatives aux tirs de chevreuils dans le cimetière du Hörnli n'est pas une simple tempête dans un verre d'eau, mais le présage d'un raz de marée. La Fondation Franz Weber et Helvetia Nostra réclament des alternatives. Page 6

Le site de Lavaux, classé au patrimoine mondial de l'UNESCO, est de nouveau en danger : un grand projet de construction est censé voir le jour dans cet espace démocratiquement protégé. À l'occasion de cette nouvelle menace, la Fondation Franz Weber donne la parole à Marcel Heider (photo), qui s'était engagé aux côtés de Franz Weber pour le sauvetage de Lavaux et qui n'a rien perdu de sa vigueur. Page 18



Les Caraïbes sont en grand danger : la surpêche et le tourisme de masse ruinent peu à peu les Caraïbes. Mais l'espoir subsiste que ce patrimoine mondial unique puisse être maintenu en vie. Avec le soutien de la campagne « Great Seaflower » de la Fondation Franz Weber, six pays veulent sauver le monde animal et l'écosystème. Page 40

SOMMAIRE

Éditorial	3
En Bref	4 – 5
Chevreuils au cimetière Hörnli de Bâle	6 – 9
Victoire pour Montreux, grâce à Helvetia Nostra	10 – 11
Oui à la réserve naturelle de Bâle – et donc Non au bassin portuaire 3	12 – 14
Chliforst: pas de destruction de la nature au profit des transports publics	16 – 17
Me Marcel Heider – infatigable et sage pionnier aux côtés de Franz Weber dans l'initiative «Sauver Lavaux»	18 – 21
S'engager maintenant pour les animaux sauvages menacés de disparition en Suisse!	22 – 24
L'UE continue de subventionner le lobby de la viande	25 – 27
Élevage intensif: l'Argentine est-elle en train de devenir la porcherie de la Chine?	28 – 29
Un jour qui a changé le monde - l'abolition de la corrida en Catalogne	30 – 33
Equidad: une belle vie de cheval	34 – 36
La FFW veut déplacer un troupeau d'éléphants	37
Surpêche: la Chine détruit-elle les îles Galapagos?	38 – 39
La Fondation Franz Weber vient en aide aux Caraïbes	40 – 43
Alika Lindbergh: toute espèce en surnombre est nuisible	44 – 47

IMPRESSUM
UNE PUBLICATION DE LA FONDATION FRANZ WEBER
REDACTION EN CHEF: Vera Weber et Matthias Mast
REDACTION: Matthias Mast, Julia Fischer, Anna Zangger, Vera Weber
PARUTION: 4 fois l'an
CONCEPT: KARGO Kommunikation GMBH
MISE EN PAGE: Gianpaolo Burlon
IMPRESSION: Swissprinters AG
ABONNEMENTS: Journal Franz Weber, Abo, BP 257, 3000 Berne 13, Suisse
T: +41 (0)21 964 24 24 | E-Mail: ffw@ffw.ch | www.ffw.ch | | |

Tous droits réservés. Reproduction de photos, de textes ou d'illustration uniquement avec la permission de la rédaction.

Aucune responsabilité ne peut être acceptée pour les manuscrits ou les photos non sollicités.

imprimé en suisse

RECYCLED Papier FSC® C021036

POUR VOS DONS:
Compte postal: 18-6117-3, Fondation Franz Weber, 3000 Berne 13
IBAN: CH31 0900 0000 1800 6117 3

EDITORIAL

VERA WEBER
Présidente de la Fondation Franz Weber

Chère lectrice, cher lecteur

Pour nous, défenseurs des animaux et de la nature, les frontières nationales n'existent pas. La seule limite que nous connaissions est celle de nos propres possibilités, la limite de nos ressources en temps, en main-d'œuvre, en énergie et aussi en moyens financiers.

Et parce qu'il n'y a pas de frontières nationales dans la lutte pour les animaux et la nature, nous, l'équipe de votre Fondation Franz Weber, travaillons partout où nous pouvons faire une différence pour le bien de Mère Nature, de notre précieuse planète Terre. Les articles et compte-rendu, que vous lirez dans les pages suivantes, en sont l'expression:

Des vignobles de Lavaux aux Caraïbes, de la réserve naturelle de Bâle aux îles Galapagos, de la faune protégée en Suisse aux éléphants d'Afrique, nous sommes actifs, nous mobilisons ceux qui sont aux leviers du pouvoir et nous influençons la politique et l'opinion publique.

Cependant, nous semblons impuissants face à un fait que je juge être la cause de la plupart des crimes contre la nature: l'explosion démographique, associée à la soif d'une croissance économique toujours plus forte. Elle détruit la nature - source de vie, base vitale pour nous et pour les animaux et nous mènera inévitablement à notre perte, si nous n'agissons pas.

Je termine donc ici par les mots, tirés de la contribution actuelle de notre compagne et amie de toujours, la merveilleuse Alika Lindbergh (p. 44 à 47): «Si nous faisons ce qu'il faut, il y aura un AVENIR...»

Votre **Vera Weber**

EN BREF

ANIMAUX

Chaque année, les Suisses tuent 50 animaux sauvages protégés

Lions, hippopotames, éléphants, girafes et rhinocéros: selon une évaluation de la Confédération pour l'émission «Rundschau» de la SRF, les Suisses ont tué 423 animaux protégés à l'étranger entre 2010 et 2018, puis ont été autorisés à importer les trophées en Suisse, pour s'enorgueillir chez eux des peaux, des bois ou des défenses. Les chasseurs tuent les animaux sauvages lors de safaris organisés, déclarant que l'escarmouche est un «duel d'égal à égal». Quel mépris! L'importation en Suisse de trophées de chasse d'espèces menacées devrait être interdite. C'est pourquoi, dans le cadre de la convention CITES, la FFW s'engage depuis plus de 40 ans pour la protection et contre le commerce des espèces menacées.

Plus d'informations: **www.ffw.ch/cites.ch**

NATURE

Rütihard sauvé!

Le travail intensif de l'IG «Sauver le Rütihard», soutenu par la Fondation Franz Weber, a porté ses fruits: Les projets d'extraction de sel dans la zone de loisirs de Rütihard à Muttenz (BL) sont suspendus. L'extraction exclusive dans la zone de concession concernée ne sera pas poursuivie pendant au moins 20 ans. C'est ce qu'ont annoncé publiquement les salines suisses.

Les salines suisses auraient voulu forer, des décennies durant, des trous au Rütihard à Muttenz, une zone rurale avec des arbres fruitiers et des champs juste à l'extérieur de Bâle, afin d'extraire du sel. Pour ce faire, il aurait fallu ouvrir le sol sur une distance de plusieurs kilomètres afin de poser des conduites d'eau et d'eau salée vers chacun des 30 forages prévus. Cela aurait été une pression inacceptable pour la nature et l'environnement, mais aussi pour les randonneurs voulant profiter du poumon vert de Muttenz.

Une belle victoire pour la nature!

La nouvelle Loi sur la chasse accroît la pression sur la faune sauvage. Des animaux protégés pourront être abattus simplement parce qu'ils existent.

Abattre des animaux protégés ?

Pour une vision différente

Loi d'abattage

27 septembre 2020 **Non**

Toutes les organisations suisses de protection de la nature et des animaux disent **NON**

Association «Loi sur la chasse NON», Dornacherstrasse 192, 4018 Bâle loi-chasse-non.ch

Bonne nouvelle pour les chevreuils du Hörnli

RECOURS SUSPENDU À BÂLE – LA FONDATION FRANZ WEBER TRAVAILLE AU SEIN DE LA «TABLE RONDE» POUR TROUVER UNE SOLUTION RESPECTUEUSE DES CHEVREUILS DU HÖRNLI

Suite au recours déposé par la Fondation Franz Weber (FFW), les projets de tirs des chevreuils du cimetière du Hörnli ont pu être stoppés, initiant par la même occasion une table ronde avec tous les acteurs impliqués. Grâce à ce processus, dont la FFW est à l'origine, le Département de justice et de sécurité du Canton de Bâle-Ville pense qu'un accord consensuel, sans bain de sang, est possible. Le Département a donc décidé de suspendre le recours de la FFW jusqu'à ce que les discussions actuellement en cours aboutissent. Le délai de grâce octroyé aux chevreuils du cimetière de Bâle sera utilisé pour trouver des idées innovantes!

Le cimetière du Hörnli, à Riehen, Bâle-Ville, est certes un lieu de deuil, dont les habitants sont enchanteurs: des chevreuils peuplent cet endroit construit à dessein à proximité immédiate de la forêt. Jusqu'en mai dernier les proches des défunts n'avaient pas à craindre que des chevreuils seraient tué autour des tombes de leurs familles, au lieu de pouvoir s'émerveiller d'une rencontre, au détour d'un arbre ou d'un chemin, avec un de ces doux animaux. Toutefois, au printemps dernier, l'administration du cimetière en a eu assez : les animaux broutent des fleurs qui ornent les pierres tombales, créant un certain «désordre». La police a donc, le 12 mai 2020, octroyé une autorisation de tir de ces animaux, visant à réduire la population de chevreuils au cimetière.

Tuer de sang-froid des animaux innocents, juste parce qu'ils mangent des fleurs? Inconcevable pour la Fondation Franz Weber (FFW) et Helvetia Nostra, qui ont fait recours contre l'autorisation de tir auprès du Département de Justice et de Sécurité du Canton de Bâle-Ville.

Les autorités de la ville auraient dû effectuer une étude permettant d'obtenir des informations précises sur la population de chevreuils. Sans notions précises sur ces animaux, leurs nombres, leurs déplacements, leurs habitudes et leurs besoins alimentaires, il est impossible de déterminer comment les gérer au mieux sans les abattre – On se demande donc comment la ville a pu décider de tuer les chevreuils sans chercher à savoir si d'autres solutions existaient.

Quoiqu'il en soit, les discussions de la «table ronde» sont maintenant une opportunité de trouver, conjointement avec les autorités et services compétents, une solution durable: «Nous travaillons avec des experts et la voirie communale pour trouver des alternatives permettant d'atteindre un équilibre entre le nombre de chevreuils, l'entretien du cimetière historique et unique du Hörnli, et les considérations liées à la biodiversité.»

Le Département de justice et de sécurité reconnaît le potentiel de la «table ronde» initiée par la FFW : il a suspendu d'office la procédure liée au recours que la Fondation Franz Weber a déposé contre les autorisations de tirs octroyées par la police cantonale de Bâle-Ville le 12 mai 2020, ce jusqu'à ce que les discussions actuellement en cours soient menées à leur terme.

Le sauvetage des chevreuils paraît plus proche que jamais, suite à cette décision de suspension du Département cantonal.

Tirs au cimetière du Hörnli – Raz de marée

De nombreuses personnes considèrent Henri le vert (1854) de Gottfried Keller comme le plus beau roman suisse. Il raconte la vie de Heinrich Lee, un jeune peintre qui entreprend un voyage pour rejoindre le pays culturel de ses rêves: de Zurich à l'Allemagne en franchissant le Rhin. Alors qu'il traverse le fleuve sur un petit bateau durant la nuit, Henri fait une rencontre magique: «et lorsqu'un chevreuil, animal rare en Suisse, surgit des buissons et arriva sur la rive, il le salua gaiement comme un amical signe avant-coureur».

MARKUS WILD
Professeur de philosophie
Université de Bâle

Keller n'exagère-t-il pas lorsqu'il parle du chevreuil comme d'un animal qu'il est rare d'apercevoir en Suisse? Pas du tout. Au 19e siècle, les cerfs communs et les bouquetins avaient entièrement disparu en Suisse, tandis que les chevreuils et les chamois ne survivaient qu'en petit nombre. Heureusement, grâce à l'inlassable engagement des défenseurs de la protection animale et à la sensibilisation de la population aux questions de bien-être animal, cette situation déprimante a évolué favorablement. Au 20e siècle, le chevreuil a regagné du terrain et Heinrich Lee aurait facilement pu le rencontrer de ce côté du Rhin.

Lorsque le cimetière paysager du Hörnli, à Bâle, a ouvert ses portes, les chevreuils étaient réputés pour élire domicile dans les parcs et on savait apprécier la signification symbolique de ces animaux pour les personnes endeuillées. Lors de l'ouverture du Hörnli en 1932, le plus grand cimetière-parc du monde, le cimetière d'Ohlsdorf, situé à Hambourg, existait déjà depuis plus de 50 ans et était peuplé d'animaux. Aujourd'hui, de nombreuses espèces de mammifères sauvages vivent dans le cimetière d'Ohlsdorf. Ce lieu est plus agréable et plus passionnant que n'importe quel zoo au monde. Cette année, le premier chien a été inhumé à Ohlsdorf. Il existe de nombreux cimetières d'animaux en Allemagne, mais il n'y a quasiment pas de possibilités d'enterrements communs.

Depuis un certain temps, les psychologues soulignent à juste titre que nous ne devons pas sous-estimer la peine causée par la perte de nos compagnons à quatre pattes et que ce chagrin ne doit pas être taxé d'hypersensibilité. L'influence positive de ces animaux sur notre santé pourrait même être enfin reconnue sérieusement. Un animal rare et farouche qui croise notre chemin, voire qui s'approche, peut constituer un doux signe aussi bien pour celui qui espère (comme dans le cas d'Henri) que pour celui qui est en deuil. Quiconque a vu le film Three Billboards Outside Ebbing, Missouri (Les Panneaux de la vengeance), sorti en 2017, peut difficilement oublier la scène où l'héroïne Mildred Hayes (Frances McDermond) rencontre une biche alors qu'elle se bat désespérément pour que justice soit rendue à sa fille violée et assassinée.

C’est pourquoi ces animaux procurent beaucoup de joie aux personnes qui visitent les cimetières. Malgré toute leur tristesse, elles y voient un signe bienveillant et une consolation. Il n'est donc pas surprenant que les tirs de chevreuils dans les cimetières suscitent l’indignation. Imaginons la scène: Henri Lee traverse le Rhin, un chevreuil surgit des buissons, il y voit un signe amical, lorsque soudain l’animal est abattu. N'est-ce pas là un fantasme doublement sadique?

Apparemment, nous avons été trop peu imaginatifs, ces dernières années, car nous nous sommes enfoncés tête baissée dans une situation dans laquelle l’administration considère que ce double fantasme sadique doit justement devenir réalité. Ainsi, l'année dernière, deux boucs ont été tués par des tirs de chevrotine au cimetière municipal de Hogenkamp à Pinneberg, en Allemagne du Nord. Un faon blessé est mort dans la réserve faunique locale. Aussi bien les tirs que la méthode ont provoqué de vives critiques de la part des défenseurs des droits des animaux.

Le même sort attend maintenant plusieurs chevreuils au cimetière du Hörnli: ils devraient être abattus. Cette situation suscite une résistance bien légitime. Celle-ci va cependant au-delà de la situation particulière de la présence d’animaux dans les cimetières. Elle revêt une dimension politique.

Cette dimension politique consiste dans le fait que nos relations avec les animaux deviennent de plus en plus un sujet de débat public et politique. Un bon exemple en est le vote sur l'«Ozeanium», l’aquarium marin prévu par le zoo de Bâle, en mai 2019. Bien que la direction du zoo ait été clairement informée des années auparavant qu'elle ne devait pas craindre de participer un débat public, elle s’en est abstenue et a payé cette impardonnable omission par une écrasante défaite électorale. Le zoo a estimé que les questions relatives au zoo ne concernent que les zoobiologistes et les vétérinaires. Erreur fatale! Cela équivaut à considérer une pandémie mondiale comme relevant uniquement du domaine de la médecine. De même, le service municipal des espaces verts et la commune de Riehen ont manifestement pensé que les tirs de chevreuils au Hörnli ne sont qu’une affaire administrative et inhérente à la chasse. En adoptant cette position, ils n’ont pas su, à l’instar du zoo, identifier la tendance de notre époque.

Depuis plusieurs années, l’éthique animale prend en effet ce qu’on appelle un «tournant politique». Les personnes qui s’engagent de manière théorique et pratique pour un changement fondamental dans notre relation aux animaux se détournent d’une éthique de comportement uniquement privé et visent un changement politique et juridique. Les livres publiés par les célèbres éditions Suhrkamp (Suhrkamp Verlag), Zoopolis: une théorie politique des droits des animaux (2011) de Due Donaldson et Will Kymlicka, et Philosophie politique des droits des animaux (2020) de Bernd Ladwig, illustrent parfaitement l’aspect théorique de cette évolution. Mais en tant que «tournant politique», celle-ci requiert des personnes et des organisations socialement engagées. Des particuliers, des politiciens et des organisations telles que la Fondation Franz Weber, l’association Animal Rights Switzerland et Greenpeace ont donc uni leurs forces pour s’élever contre le projet «Ozeanium». Lorsqu’une association comme SOS Chats ou un particulier comme Olivier Bieli lancent une pétition contre les tirs de chevreuils et que la Fondation Franz Weber et Helvetia Nostra obtiennent un gel judiciaire des tirs, alors ce tournant politique dans l'éthique animale s'exprime tant en théorie qu’en pratique.

Trois idées de base simples sous-tendent ce tournant politique. Premièrement, les animaux doivent être mieux protégés par des droits fondamentaux, ce qui implique un droit à l'intégrité ainsi qu’un droit à la vie. Deuxièmement, une meilleure protection des animaux doit être considérée comme impérative si nous voulons apporter une solution aux deux problèmes qui sont peut-être les plus cruciaux de notre époque, à savoir la boîte de Pandore du réchauffement climatique et l'épée de Damoclès des pandémies mondiales. Ces deux calamités résultent essentiellement de notre exploitation des animaux et de la destruction de leur habitat. Troisièmement, nous devons déployer toute notre créativité pour trouver des alternatives. Aujourd'hui, des alternatives à la viande, au lait et au fromage sont introduites sur un marché en plein essor, des alternatives à l'expérimentation animale sont testées et des alternatives à la chasse, aux zoos et aux aquariums marins sont en cours d’élaboration.

C'est pour toutes ces raisons que des individus s’investissent dans des associations et des entreprises, dans la science et la politique, dans les fermes et les champs, dans la culture et l'art, dans les écoles et dans les familles. Nos relations avec les animaux ne peuvent plus se limiter à une question de conviction individuelle et de goût personnel. Quiconque pense de la sorte fait non seulement preuve de naïveté, mais aussi de négligence. Au contraire, la façon dont nous traitons les animaux fait de plus en plus l’objet, à juste titre, de débats politiques avant-gardistes. L'indignation éthique et les actions politiques suscitées par les tirs de chevreuils dans le cimetière du Hörnli montrent ce changement à petite échelle. Ce n'est pas une simple tempête dans un verre d'eau, mais le présage d'une véritable lame de fond.

Les trois idées de base du tournant politique donnent lieu à une revendication très simple à l’intention des décideurs politiques: les politiciens ne peuvent pas laisser le service municipal

des espaces verts seul face à cette question; les tirs de chevreuils au Hörnli ne constituent en aucune façon une option acceptable; il convient d'examiner tout d'abord toutes les alternatives avec les groupes d'intérêt lors d'une table ronde; il doit aussi y avoir une volonté d'étudier des alternatives complexes et coûteuses; le soutien de la science peut à cet égard être requis. Les bénéfices d'une telle démarche ne doivent pas être surestimés. Bâle apparaît comme un lieu ouvert à l'expérimentation, où l'on est prêt à sortir des sentiers battus et qui pourrait servir d'exemple pour notre relation aux animaux. Et qui préserve l'essentiel: la vie des animaux et la joie que ressent l'être humain à leur contact.

On reconnaît les chevreuils mâles aux bois qu'ils perdent chaque année à la fin de l'automne. Le sexe de l'animal se reconnaît aussi à la tache qui se trouve sur leur arrière-train: chez le mâle, cette tache est en forme de rein (à gauche), et en forme de cœur chez la femelle (à droite).

LE CHEVREUIL– NOTRE DISCRET VOISIN

Étonnamment adaptables et discrets, les chevreuils sont capables de vivre partout: dans la forêt bien sûr, mais aussi dans les agglomérations et à proximité des villes, où ils passent presque inaperçus. Cette nature discrète s'explique sans doute par l'histoire troublée de cette espèce, longtemps traquée par les chasseurs: au XIXe siècle, ils avaient pratiquement disparu, tout comme leurs cousins, les cerfs élaphes et les chamois. Actuellement, le chevreuil n'est plus en danger, bien au contraire: il est même l'espèce d'ongulés la plus répandue en Suisse, qui compte environ 140 000 spécimens, dont près de 40 000 sont abattus chaque année.

Le chevreuil est un gourmet: il choisit ses plantes de manière très ciblée. Exclusivement végétarien, il se nourri de fleurs, d'herbes et de feuilles en été mais aussi de fruits, de baies, de glands et de champignons en automne. En hiver et au début du printemps, le métabolisme du chevreuil tourne au ralenti: durant cette période, il mange beaucoup moins.

C'est en été, pendant la période de reproduction que son activité s'intensifie: les mois de juillet et août sont pour lui la saison du rut pendant laquelle le chevreuil mâle, le brocard, féconde la femelle, la chevrette. Les faons naissent entre mai et juin de l'année suivante, souvent dans les hautes herbes. Les chevrillards sont tardifs: il n'est pas rare de trouver des spécimens d'un an encore auprès de leur mère.

Différent de son cousin le cerf

Plus petit que ce dernier, il possède néanmoins des points communs avec lui: chez les chevreuils, seuls les mâles portent des cornes dites «bois», qu'ils perdent à la fin de l'automne. L'arrière-train est également un bon indicateur pour différencier les sexes: le mâle possède à cet endroit une tâche dite «miroir» en forme de rein, alors qu'il est en forme de cœur chez la femelle (voirphoto). Chez les deux sexes, le pelage change deux fois par an, passant du brun-roux en été au gris-brun en hiver. Seuls les faons ont un pelage tâcheté de blanc.

Pour estimer l'âge d'un chevreuil, il faut regarder sa corpulence, sa couleur, sa ramure et son comportement. C'est surtout chez les mâles que la différence est flagrante au fil du temps. Les chevrillards d'un an ont généralement une tête étroite et de longues pattes minces. Les bois apparaissent un peu tard et ne tombent qu'en décembre. A cet âge là, les jeunes animaux n'ont pas encore un comportement territorial et sont encore joueurs. A deux ou trois ans, les mâles ont déjà des jambes plus robustes et n'ont plus un port de tête aussi haut. Les bois portent moins longtemps le «velours» (peau qui recouvre les bois en croissance). Ils sont craintifs vis-à-vis des autres mâles, car ils ne sont pas encore affirmés. C'est vers quatre ans que leur comportement et leur apparence change vraiment: ils deviennent trapus, avec un pelage virant au gris. Méfiants et prudents, ils sont souvent agressifs avec les autres mâles. Une fois leur comportement révélé, les mâles marquent les buissons et les arbres de leur territoire au moyen d'une glande odoriférante sur le front. Ce «balayage» peut endommager les jeunes arbres, c'est pourquoi les plantations sont souvent protégées par des manchettes en plastique.

Monica V. Biondo , Dr. phil. nat.
responsable recherche et protection de l'environnement

Victoire pour Montreux

ANNA ZANGGER
avocate

Grâce à Helvetia Nostra, le patrimoine bâti, les paysages et les espaces verts de Montreux ne seront pas sacrifiés pour permettre, presque sans limites, de nouvelles constructions. Après plus de dix ans de lutte acharnée, le Tribunal fédéral a donné raison à la fondation, et a annulé le nouveau Plan général d'affectation (PGA) de la ville: un gros camouflet pour les autorités communales, qui doivent tout reprendre depuis le départ. Un signe, enfin, que Montreux doit repenser sa politique, et ne plus s'asphyxier de constructions.

Montreux: une magnifique petite ville, nichée entre des montagnes vertigineuses et le bleu du lac Léman. Une bourgade tranquille, qui attire chaque année des milliers de touristes, et pas seulement durant son fameux festival de jazz. Mais Montreux, c'est aussi une planification territoriale douteuse, des erreurs de construction, un aménagement du territoire relativement anarchique, et surtout un manque de volonté de préserver son paysage et ses espaces verts. Le nouveau Plan général d'affectation (PGA) élaboré par la ville ne faisait que répéter les erreurs du passé et, pire encore, les institutionnalisait. Helvetia Nostra craignait le pire. Depuis 2007, elle lutte pour que ce PGA ne soit pas adopté. Cette année, elle a gagné: le territoire de Montreux peut respirer un peu.

PLAN D'AFFECTATION DE 1972 – OBSOLÈTE DEPUIS PLUS DE TRENTE ANS!

La Commune de Montreux dispose d'un plan d'affectation communal obsolète depuis des années, car datant de 1972. Conformément à la Loi fédérale sur l'aménagement du territoire (LAT), elle avait donc l'obligation d'élaborer un nouveau Plan général d'affectation (PGA), respectant le droit fédéral et cantonal d'aménagement du territoire. C'est ce qu'elle s'efforçait de faire depuis 2007 – alors, un premier projet de PGA avait été mis à l'enquête, suscitant, déjà, 88 oppositions et interventions.

RECOURS CONTRE LE PROJET DE PGA – COMBAT DE LONGUE HALEINE POUR HELVETIA NOSTRA

La levée de boucliers contre le projet de PGA a induit la Commune à opérer différentes modifications au projet initial. Une mise à l'enquête publique com-

plémentaire a eu lieu en 2013, qui, elle aussi, a provoqué de nombreuses oppositions (44), dont celle d'Helvetia Nostra. Malgré les arguments soulevés par cette dernière, qui estimait que le PGA ne garantissait pas la protection du patrimoine construit, des zones encore arborisées et des Hauts de Montreux, le Conseil communal a adopté le PGA en 2014. Le canton y a également donné son aval en 2015.

S'en sont suivies plusieurs années de procédures judiciaires; d'abord, devant le Tribunal cantonal vaudois, qui a rejeté les recours déposés au profit du PGA litigieux. Helvetia Nostra, à l'instar des autres recourants, ne s'est pas laissée abattre par la décision cantonale, et, avec l'aide de son avocat de longue date, Me Rudolf Shaller, a déposé un recours auprès du Tribunal fédéral.

DÉCISION DU TRIBUNAL FÉDÉRAL – VICTOIRE D'HELVETIA NOSTRA

Le 16 avril 2020, le Tribunal fédéral a donné raison à Helvetia Nostra et a annulé le PGA de Montreux. Une grande victoire pour la fondation, qui couronne de succès un travail de longue haleine pour préserver tant le patrimoine construit que le paysage et les espaces verts de Montreux.

Dans son arrêt – qui constituera sans aucun doute une jurisprudence topique pour toutes les planifications communales à l'avenir – le Tribunal fédéral n'y est pas allé de main morte contre la Commune de Montreux. Estimant que celle-ci ne se conforme pas au droit supérieur «depuis plus de trente ans», la Haute Cour a jugé la situation de cette ville «aussi extraordinaire qu'incompréhensible».

ZONES À BÂTIR SURDIMENSIONNÉES

D'un point de vue plus technique, le Tribunal fédéral a indiqué que le PGA de Montreux ne respectait pas l'article 15 LAT, car la zone à bâtir prévue par cet outil d'aménagement du territoire était excessive et difficilement identifiable. En effet, la Commune n'a pas satisfait à son obligation de réduire les zones à bâtir surdimensionnées, ou de prouver que les zones à bâtir prévues répondaient à un besoin avéré et prévisible pour les quinze prochaines années. Pire encore: pour éviter de devoir limiter sa zone à bâtir, la Commune a fait usage d'un «tour de passe-passe» juridique, en classant de nombreuses parcelles en «zones réservées» (79 687 mètres carrés en tout!) – c'est-à-dire des zones à bâtir sur lesquelles il n'est temporairement pas possible de construire, mais qui pourraient l'être à l'avenir. Le Tribunal fédéral a tranché: la zone à bâtir d'un plan d'affectation ne peut pas être artificiellement réduite par l'adoption de zones réservées, sous peine de violer le droit fédéral.

LES HAUTS DE MONTREUX DOIVENT ÊTRE INTÉGRÉS AU PGA

Le Tribunal fédéral a également critiqué le fait que la Commune de Montreux se soit contentée de régler la partie urbanisée de son territoire, excluant notamment les villages au nord du territoire communal (les Hauts de Montreux). En effet, les communes doivent, lorsqu'elles établissent leurs plans d'affectation, veiller à une coordination de planification sur tout son territoire, afin de pouvoir garantir une «idée d'ensemble» et une certaine sécurité du droit. Les villages des Avants, de Caux et le Vallon de Villars doivent donc, tout particulièrement, être intégrés au PGA.

RETOUR À LA CASE DÉPART

La Commune de Montreux doit revoir intégralement sa copie. En d'autres termes, elle doit recommencer son travail au début, en veillant, cette fois, à respecter le droit fédéral. Elle doit faire attention, en particulier, à ne pas contourner les règles relatives à la définition de la zone à bâtir, en utilisant des outils d'aménagement du territoire de manière abusive. Cette fois, Montreux n'a pas le droit à l'erreur: le nouveau PGA devra être irréprochable.

Quant aux procédures d'autorisation de construire en cours, l'incertitude règne pour l'heure. Ce qui est certain, c'est que le PGA de 1972 est obsolète, et que le nouveau PGA annulé par le Tribunal fédéral n'est pas applicable. Dans ces circonstances, une situation de gel des autorisations de construire pourrait bien survenir. L'occasion, pour un territoire communal malmené depuis des années, de respirer un peu?

C'EST CE QU'EXIGE L'ARTICLE 15 LAT

La Loi fédéral d'aménagement du territoire (LAT) consacre les principes généraux et directeurs de l'aménagement du territoire suisse, qui doivent être respectés et mis en œuvre par les cantons et les communes. Les cantons adoptent également des lois cantonales d'aménagement du territoire à cet effet, et les communes préparent des plans généraux d'affectation et des plans plus détaillés qui régissent la manière de construire sur leurs territoires. De manière générale, le territoire suisse est divisé en deux grandes catégories: les zones à bâtir, sur lesquelles il est possible de construire des installations publiques et des bâtiments privés à certaines conditions, et les zones non constructibles, soit les zones agricoles et les zones protégées (cours d'eau, forêts, etc.). L'article 15 LAT – qui fait souvent l'objet d'intenses débats en Justice – concerne la zone à bâtir, et impose deux conditions importantes pour qu'une commune puisse classer une certaine parcelle en zone constructible: (1) les zones à bâtir doivent répondre aux besoins prévisibles pour les quinze prochaines années, et (2) les zones à bâtir surdimensionnées doivent être réduites (c'est ce qu'on appelle la densification).

Un refuge et corridor espèces menacées ri

Il est prévu qu'un nouveau bassin portuaire et un immense terminal à conteneurs soient construits dans la réserve naturelle la plus précieuse de la région de Bâle, qui est également l'un des principaux milieux xériques (secs) de Suisse. Selon les initiateurs, l'enjeu est de favoriser le chargement de marchandises sur le rail. Cet argument vise à conférer au projet une «touche verte». Cependant, les projections et les promesses faites par les partisans du projet sont fortement mises en doute par des experts indépendants. Grâce au référendum lancé au printemps 2020 par la Fondation Franz Weber (FFW) et d'autres organisations de protection de l'environnement, les électeurs bâlois pourront, le 29 novembre 2020, avoir le dernier mot sur cette scandaleuse destruction d'une nature protégée.

JULIA FISCHER
Economiste de l'environnement
et de la politique

—

À un kilomètre du Rhin, à Bâle, l'argent des contribuables est censé servir à créer un tout nouveau bassin portuaire et une immense plateforme de transbordement de marchandises, appelée «Gateway Basel Nord» et destinée à accueillir la majeure partie des importations et exportations de conteneurs suisses. Là où le bât blesse: CFF Cargo et l'Office fédéral des transports avaient initialement planifié d'installer ce méga terminal à conteneurs, du fait de l'emplacement central, sur le Plateau suisse - mais la résistance de la population et des autorités locales contre une augmentation du trafic et le transport de marchandises dangereuses a fait échouer le projet. Maintenant, il est question de construire le terminal à Bâle et de le relier à un nouveau bassin portuaire, inutile, et surtout, selon les experts de la navigation, mal conçu, afin de donner l'impression que le terminal ne pourrait être situé qu'à Bâle en raison du raccordement au Rhin. Et ce n'est pas tout.

r migratoire pour les isque d'être détruit!

UNE RÉSERVE NATURELLE D'ENVERGURE NATIONALE DOIT CÉDER LA PLACE

Le terrain sur lequel le méga terminal doit à l'avenir permettre le transbordement de 260 000 conteneurs est une réserve naturelle d'importance nationale dans l'inventaire fédéral des prairies et pâturages secs. C'est l'une des dernières de ce type, car 95 % de l'ensemble des milieux xériques (secs) de Suisse ont disparu depuis 1900. Depuis son utilisation comme gare de triage badoise au début du XXe siècle, le terrain n'avait plus servi depuis la fin des années 1980. À la demande du canton de Bâle-Ville, il a néanmoins été entretenu et maintenu ouvert, de sorte que les prairies sèches et les surfaces rudérales sont devenues au fil du temps un refuge unique pour les animaux et les plantes ainsi que la partie centrale du corridor migratoire qui offre à ces espèces la possibilité de se déplacer sur l'axe nord-sud sous l'effet du changement climatique. Des espèces animales menacées telles que l'azuré du mélilot bleu céleste, la coronelle lisse et le lièvre brun ont élu domicile sur cette surface de 20 hectares, de même que plus de 400 espèces végétales – dont un grand nombre sont en voie de disparition. Mais la plupart des politiciens en exercice ne s'en préoccupent pas. L'argument? «La protection du climat».

Le criquet italien, habitant des lieux

Photo: Armin Coray

LA «TOUCHE VERTE»: UNE NOUVELLE RUSE POUR FAIRE PASSER DES PROJETS D'INFRASTRUCTURE

Sous couvert d'arguments écologiques, les initiateurs du projet du «Gateway Basel Nord» promettent «une coexistence de la nature et de la logistique». Si le transfert des marchandises de la route au rail prôné par les partisans de cette entreprise semble de prime abord être une bonne idée, il est toutefois totalement irréaliste: actuellement, seuls 8% des conteneurs arrivant à Bâle par bateau sont effectivement transbordés sur le rail. Ce faible nombre s'explique par le fait que très peu de clients finaux disposent en Suisse d'une liaison ferroviaire directe. Le transbordement effectué à deux reprises – à Bâle du bateau au rail puis quelque part en Suisse au camion – génère des coûts et une perte de temps qui ôtent toute rentabilité au chargement intermédiaire sur le rail. La construction du «Gateway Basel Nord» et du bassin portuaire 3 ne permettrait donc pas d'économiser des trajets en camion et aurait pour conséquence une augmentation massive du nombre de conteneurs transbordés. La centralisation du trafic de conteneurs visée entraînerait de nouveaux trajets en camion et transports de marchandises dangereuses via Bâle. Le résultat ne serait pas la protection du climat, mais une pollution supplémentaire massive – et la destruction d'un refuge naturel pour les espèces menacées. La fin justifie les moyens.

DES SURFACES DE COMPENSATION POUR UN ÉCOSYSTÈME UNIQUE: UNE PURE UTOPIE

À cet égard, les partisans de ce vaste projet prétendent assurer une «compensation adéquate» des réserves naturelles qui seraient détruites. Il s'agit d'une exigence de la Confédération pour la mise en œuvre du projet. Ce n'est qu'à cette condition que le Département fédéral de l'environnement, des transports, de l'énergie et de la communication (DETEC) pourra approuver «l'ajustement mobilité» du plan direc-

teur de Bâle, nécessaire à la construction du terminal à conteneurs. Mais la recherche des prétendues «surfaces de compensation» adéquates se révèle difficile... car un site qui est particulièrement précieux en raison de sa faune et de sa flore – et qui s'est développé au fil des ans pour devenir ce qu'il est aujourd'hui – ne peut pas aussi aisément être transféré à un autre endroit. L'annonce par les CFF de l'éventualité de trouver et de créer des surfaces de compensation morcelées le long des voies ferrées existantes semble presque grotesque si l'on considère ce qui est en jeu: si ce projet se concrétise, les animaux et les plantes qui vivent dans l'actuelle réserve naturelle perdront irrévocablement leur maison et le paieront de leur vie.

MALGRÉ LE CONFINEMENT DÛ À L'ÉPIDÉMIE DE CORONAVIRUS: 4 281 SIGNATURES POUR LE RÉFÉRENDUM

Néanmoins, le Grand Conseil du canton de Bâle–Ville a décidé le 12 février 2020 d'approuver le projet de 150 millions d'euros pour la construction du nouveau bassin portuaire 3, condamnant ainsi l'exceptionnelle réserve naturelle – ce que la Fondation Franz Weber ne put et ne voulut pas tolérer. Conjointement avec un grand nombre d'organisations de protection de la nature, des habitants du quartier, des capitaines de navires et des amoureux des animaux, le référendum fut donc lancé. Et bien que la collecte des signatures ait constitué un défi majeur du fait du confinement et de la suspension des délais connexe, 4 281 signatures contre le bassin portuaire 3 ont pu être

Le lièvre brun vit également sur cette surface de 20 hectares. Photo: Ingo Seehafer.

remises à la chancellerie d'État de Bâle-Ville durant la période de collecte – soit plus du double que le nombre requis! Grâce à cette intervention du comité référendaire et au soutien de nos supporters de la région bâloise, les votants du canton de Bâle-Ville pourront, le 29 novembre 2020, se prononcer sur le grand projet. Le conseil de vote est clair: «Non au bassin portuaire 3!

Des espèces menacées telles que l'azuré du mélilot bleu céleste ont élu domicile sur ce terrain. Photo: Thomas Stalling

FONDATION FRANZ WEBER

VOTRE TESTAMENT EN FAVEUR DES ANIMAUX ET DE LA NATURE

Pour que vos volontés se perpétuent dans la nature et les animaux

Si votre volonté est de venir en aide aux animaux et à la nature même au-delà de votre vie, nous vous prions de penser, dans vos dispositions testamentaires, à la Fondation Franz Weber.

Notre collaboratrice spécialisée, Lisbeth Jacquemard, se tient à votre disposition pour vous conseiller.

FONDATION FRANZ WEBER
Case postale 257, 3000 Berne 13
T +41 (0)21 964 24 24
ffw@ffw.ch | www.ffw.ch

La vallée du Gäbelbach, dont fait partie «Chliforst Nord», est un endroit de loisirs pittoresque du territoire municipal de Berne qui abrite une biodiversité remarquable de plantes et d'animaux rares, dont certains sont en voie de disparition. Pourtant, ce poumon vert unique est en danger!

Loin de la zone industrielle, de l'autoroute et d'un réseau routier développé, la BLS AG a l'intention de construire un immense atelier ferroviaire pour nettoyer ses trains, prévoyant un service 24 heures sur 24. Plus de 150 000 mètres carrées de forêts et de prairies riches en espèces seraient sacrifiées pour construire cet immense bloc – soit vingt terrains de football !

La Fondation Franz Weber (FFW) lutte contre les grands projets industriels dans la nature, même s'ils sont auréolés de la sacro-sainte aura verte des «transports publics» – comme actuellement celui de la BLS, qui veut construire une immense infrastructure de nettoyage des trains

Voici à quoi ressemble aujourd'hui l'idyllique zone de loisirs du Chliforst, située à l'ouest de Berne.

Destruction de la nature sur l'autel des transports publiques? Non!

Photo: Michael Stahl

au milieu du paysage naturel de «Chliforst Nord». Il ne reste plus beaucoup de paysages idylliques tels que celui de «Chliforst Nord» sur le Plateau suisse. C'est pourquoi la FFW s'oppose avec véhémence à la destruction annoncée de cette zone naturelle de loisirs.

L' Office des affaires communales et de l'organisation du territoire de Canton de Berne (OACOT) estime également que la zone de «Chliforst Nord» n'est pas adéquate pour construire un complexe industriel de cette taille: l'emplacement prévu est en effet un endroit «insulaire», c'est-à-dire qu'il n'est relié à aucune zone industrielle ou de construction. Selon l'OACOT, ce projet n'est donc pas admissible et enfreint la loi fédérale actuelle sur l'aménagement du territoire.

CHLIFORST: UN ÉCRIN DE NATURE MENACÉ PAR L'AVIDITÉ DES INDUSTRIELS

Estimé à 400 millions de francs fiscaux, le projet que BLS entend mettre en œuvre à Chliforst est une aberration. Voici pourquoi, en quelques lignes.

Combien d'endroits, en Suisse, peuvent se targuer d'être restés sauvages et préservés de la main de l'Homme? Chliforst est l'un de ces lieux. Que viendrait donc faire le bloc industriel prévu par BLS dans un tel paysage, qui plus est à cent lieues des usines! Véritable sanctuaire pour de nombreuses espèces menacées, Chliforst abrite notamment la pie-grièche écorcheur, élue oiseau de l'année en 2020 et dont la présence se fait de plus en plus rare dans nos contrées. Menacé par la perte d'habitat et la destruction de son environnement, le castor aussi a trouvé refuge à Chliforst, plus précisément sur le ruisseau de Gäbelbach dont les méandres se déploient tels des lianes à l'infini. Ironie du sort: ce merveilleux petit architecte de la nature a construit un barrage non loin de l'emplacement où BLS projette de construire ses ateliers.

Disparition des espaces verts

Le «grignotage» autour du Chliforst a déjà commencé et ce n'est, hélas, pas juste le fait des castors: on y trouve désormais un terrain d'entraînement pour les pompiers, un champ de tir ou encore les vestiges d'un ancien parc de cuves datant de la Seconde Guerre mondiale. Voilà pourquoi il est d'autant plus important de préserver cette zone de loisirs! En outre, pour construire l'atelier ferroviaire que BLS souhaite réaliser, il faudrait souiller ce petit coin de paradis: il faudrait défricher la forêt – ce qui est interdit par la Loi fédérale sur les forêts –, couper un corridor faunistique, construire de nouvelles voies à travers les zones forestières ou encore élargir les routes déjà existantes.

Partout en Suisse, même dans les endroits relativement préservés, on trouve les stigmates des humains. Alors pourquoi s'évertuer à faire disparaître sous le béton les derniers espaces verts qui nous restent? Ils sont pourtant une nécessité aussi bien pour les riverains que pour la population citadine désireuse de s'oxygéner, le confinement lié au coronavirus l'a bien rappelé. L'Homme n'est pas propriétaire de la planète et la Fondation Franz Weber a bien l'intention de se battre pour faire respecter ce principe à Chliforst!

Monica V. Biondo
Dr. phil. nat., responsable
recherche et protection de l'environnement

Me Marcel Heider, cet infatigable et avisé pionnier éternel de Sauver Lavaux

A l'heure où un projet spéculatif démesuré, emmené par le Groupe immobilier Orlatti et l'hoirie Testuz, fait peser une grave menace sur le site historique Dézaley-Treytorrens – en cherchant, du même coup, à introduire un véritable Cheval de Troie au cœur de toute cette région démocratiquement protégée et inscrite au Patrimoine mondial de l'Unesco,- il nous est apparu nécessaire de nous replonger dans les racines fondatrices de Sauver Lavaux, en donnant la parole à un pionnier de l'Association, le réputé avocat Me Marcel Heider, toujours en pleine forme malgré la fuite des années. Interview et réminiscences d'une belle époque où planent les revigorants fantômes de Gilles, du popiste vaudois André Muret et du grand musicien Victor Dezarsens aux côtés de Franz Weber.

JEAN-CHARLES KOLLROS
Journaliste

Le site de Lavaux, sauvé par Franz Weber, classé au patrimoine mondial de l'humanité de l'UNESCO, est menacé par un nouveau projet de construction.

Il est vrai que passer un moment avec Marcel Heider, surtout au cœur de sa très accueillante demeure d'Aran relève d'un pur plaisir existentiel, nourri à la fois de convivialité et d'un humanisme jamais pris à défaut. En dépit des années et des innombrables combats menés, l'homme témoigne d'une rare verdeur et d'une infaillible mémoire. Un véritable capital intellectuel où les engagements en faveur de Sauver Lavaux occupent une place à part, à tout jamais.

Sur le plan professionnel, Marcel Heider a débuté sa carrière en 1960: Il a été auditeur à la Faculté de Droit de Heidelberg en droit fiscal et administratif (1955). Docteur en droit de l'Université de Lausanne, il a soutenu sa thèse en 1958 (L'imposition praenumerando et postnumerando). Il a ensuite obtenu son brevet d'avocat dans le canton de Vaud en 1960. Maître Marcel Heider, au bénéfice d'une légitime notoriété, est membre de l'Ordre des Avocats vaudois et de la Fédération Suisse des Avocats.

Marcel Heider: «En 1968, mon épouse et moi avions été à Sils Maria, dans les Grisons. Nous avions dès lors été particulièrement sensibles au premier engagement de Franz Weber, peu de temps avant, en faveur du patrimoine naturel et architectural afin de sauver le village de Surlej, en Engadine, et les bords du Lac de Silvaplana d'une promotion immobilière.»

C'est effectivement ce premier combat de celui qui voulait à l'origine devenir écrivain et journaliste qui va susciter l'admiration du jeune avocat, tout comme sa croisade en faveur des Baux-de-Provence. Il n'en faudra pas plus pour que Me Heider, par ailleurs déjà passionné de bons vins, et son épouse Denise Heider-Piccard, alertent Franz Weber.

Marcel Heider comptait parmi les personnes engagées aux côtés de Franz Weber pour le sauvetage de Lavaux. Devant l'affiche de la première initiative «Sauver Lavaux» (1977), il réaffirme sa résistance contre le projet immobilier spéculatif censé voir le jour à Dézaley-Treytorrens. Photo: C.W. Marsens

«Nous sommes le 30 janvier 1972 et, au-delà de nos engagements personnels, nous agissons comme porte-parole d'un groupe de vignerons de Villette, constitué notamment des municipaux Paul Bujard et Marcel Joly, ainsi que de l'ancien syndic Marcel Riccard.»

La menace est en effet bien réelle: un projet de 43 villas est sur le point de se concrétiser entre Aran et Villette, au cœur de la région de Lavaux. Ce projet, indépendamment de son atteinte définitive à un paysage historique, priverait les vignerons de 2,2 hectares de terres cultivables.

Touché par cette cause, Franz Weber accepte alors de s'engager auprès des vignerons de Villette. Le 9 février 1972, après une visite sur les lieux, il décide de lancer l'association Sauver Lavaux. Me Heider fait alors partie des pionniers de cette première heure et apporte sa pierre juridique à l'édifice de sauvegarde.

«Franz Weber, et nous avec, avons d'emblée estimé nécessaire d'étendre l'action de sauvetage à toute la région car, à l'évidence – et on voit ce qui se passe aujourd'hui avec le projet Orlatti-Testuz – le cas de Villette n'était que la pointe de l'iceberg, à même d'ouvrir la porte à d'autres projets. Et Franz Weber avait alors eu une très belle phrase à ce sujet: «Si on permet à la pustule ou au bubon

d'Aran-Villette de bourgeonner, la maladie du béton continuera de se répandre à travers les vignes»

Au-delà de sa perspicacité de jeune avocat déjà réputé pour son sens de la stratégie et sa pugnacité, apprécié mais aussi redouté pour cela, Me Heider va alors apporter une autre contribution essentielle à Sauver Lavaux: ses précieux réseaux personnel, nourris de ses années d'études, de ses liens au sein de l'Association estudiantine Helvétia (dont il est membre) ou de Belles-Lettres avec Charles Apothéloz ou encore de sa parfaite intégration dans le monde artistique et aussi politique. Et cela sans militantisme affiché et sans le moindre clivage: il est aussi à l'aise avec le ténor popiste vaudois André-Muret, futur conseiller national et grande plume journalistique qu'avec le parti socialiste, dont le conseiller aux Etats Jacques Morier-Genoud, parmi d'innombrables autres personnalités de l'époque. Et la force de conviction de l'avocat constitue déjà une arme massive de persuasion.

«Par mes études et mon immersion totale dans la vie politique vaudoise, mais aussi par mon amour de la culture et du vin, je les connaissais toutes et tous, les notables du moment.. Et nous avions bien souvent des liens largement au-dessus de la mêlée mais très efficaces. Et puis, je cultivais la chose, en multipliant les contacts lors de rencontres informelles ou d'apéritifs. Vous ne mesurez pas tout ce que l'on peut proposer, négocier et obtenir un verre à la main, lorsque se délient les langues et s'ouvrent les esprits. Pendant des années, passionné de grands crus, j'ai notamment organisé de très nombreuses visites de domaines viticoles d'exception en Bourgogne et autres lieux de bonheur gustatifs. Il est vrai aussi que je connaissais bien le terrain moi-même, formé par mon père, et ayant œuvré pendant plus de 20 ans comme importateur de vins de Bourgogne»

Modeste et discret sur de telles actions, pourtant décisives à la cause de Sauver Lavaux, Marcel Heider. – qui apprécie toujours la dégustation d'un bon vin en agréable compagnie – admet toutefois que ses démarches «ont pu contribuer positivement à la répercussion de quelques vigoureux cris d'indignation et d'autant d' actes d'amour en faveur de la protection de Sauver Lavaux». De son côté, Franz Weber met d'emblée tout son savoir-faire journalistique au service de la cause, tant et si bien que fort rapidement toute la Suisse est informée du combat mené pour préserver l'historique vignoble en terrasse. Pour Franz Weber, la chose est entendue: ce paysage appartient à tout le monde et pas uniquement à ceux qui l'habitent. C'est pourquoi, lorsque l'Association lancera une première pétition pour la préservation de Lavaux, ce n'est pas aux autorités vaudoises qu'elle la destinera mais bien au Gouvernement fédéral. La cause est dès lors nationale, la campagne dans ce sens sera dès lors dirigée dans le même sens.

«Rapidement, de grands noms de la culture nous ont rejoints, à l'exemple du chef d'orchestre Victor Dezarsens, de Denis de Rougemont, de l'éditeur et écrivain Bertil Galland, ou de Henri Debluë, écrivain et librettiste de la Fête des Vignerons de 1977, et surtout le génial et très connu poète et chansonnier Jean Villard-Gilles. Par ailleurs, de nombreuses autres personnalités politiques soutiennent peu à peu notre combat, soit de manière publique soit dans une discrétion de bon aloi. Il faut dire que l'époque est alors caractérisée par quelques beaux esprits libres qui semblent

faire désormais cruellement défaut en ce début de troisième millénaire. Il fallait savoir tirer les ficelles au bon moment, en amenant par exemple les popistes à pactiser avec l'establishment social-démocrate, au nom d'une juste cause. Ah! Que de belles négociations entre deux ceps ou dans l'ombre d'une cave en oubliant les clivages. Hélas, ce monde a aujourd'hui disparu.

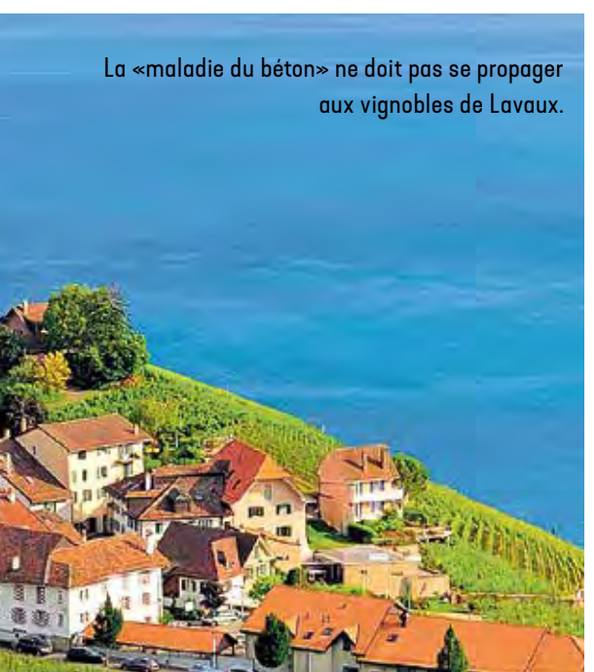
En avril 1973, c'est l'initiative Sauver Lavaux I que décide de lancer Franz Weber, en l'occurrence une initiative constitutionnelle qui a pour but d'inscrire concrètement la protection intégrale de Lavaux dans la Constitution vaudoise. Le comité de Sauver Lavaux, malgré ce premier succès obtenu de haute lutte, ne baisse pas les bras et reste d'une extrême vigilance face à une pression immobilière qui ne cesse d'augmenter. Ce sera ensuite Sauver Lavaux II puis Sauver Lavaux III, initiative pour laquelle l'avocat s'investira tout particulièrement même si la direction des opérations sera alors assumée par Suzanne Debluë, épouse de l'écrivain, secrétaire de l'association depuis 1973, en raison de la fatigue de Franz Weber, d'un âge alors déjà assez avancé.

«Pour des promoteurs, la région concernée constitue une manne extraordinaire, un véritable trésor à bétonner au nom du profit et cela ne peut qu'exciter toutes sortes de convoitises. Et puis, les choses se compliquent aujourd'hui avec l'évolution du monde de la viticulture, soumis à de plus en plus de contraintes et à une concurrence extérieure d'une extrême férocité. A l'époque, les vignerons étaient pour la plupart de merveilleux terriens humanistes, aujourd'hui, pour la plupart aussi, ils sont devenus avant tout des commerçants craignant surtout pour leur avenir économique et devant se prosterner devant les diktats des grandes surfaces.»

Fort de cette analyse, Me Heider estime que la protection du site de Lavaux reste de la plus grande actualité car la fragilité même des entreprises vigneronnes favorise d'étranges alliances hors nature et contraires tant à l'esprit de l'endroit qu'à la Constitution vaudoise, de surcroît en parfaite contradiction avec les fondements mêmes de la viticulture.

«Oui, la menace est réelle et concrète car, on le voit avec le plan de quartier Treytorrens-Nord, on cherche déjà à urbaniser le site du Dézaley, sous prétexte qu'il faut remettre en activité le vignoble Testuz. Et si on laisse passer ce projet, ce sont d'autres promoteurs immobiliers qui vont débouler dans le vignes de par l'avidité vorace des spéculateurs et constructeurs. Orlatti a hélas tout compris et il ne faut pas le prendre à la légère alors que certains vignerons sont prêts à tendre la main aux plus offrants pour pouvoir survivre.»

Pour le pionnier de Sauver Lavaux, natif du signe du Poisson, vice-président d'honneur du comité actuel que préside Suzanne Debluë, également un pilier de Sauver Lavaux depuis ses débuts, il est dès lors plus que jamais indispensable, en ces temps économiquement troublés, de concilier la protection du paysage avec l'avenir de la viticulture. Un message que l'homme aime à répéter avec force à qui de droit et qui est particulièrement cher au cœur de Vera Weber, désormais vice-présidente de Sauver Lavaux et surtout très digne et très attentive successeuse engagée des généreux combats menés par son père et qui font que la région de Lavaux ne ressemble pas aujourd'hui à Disneyland.



La «maladie du béton» ne doit pas se propager aux vignobles de Lavaux.

Franz Weber avec les grands écrivains et poètes vaudois, Jean Villard Gilles (à gauche) et Henri Debluë (droite).

NON À LA RÉVISION DE LA LOI SUR LA CHASSE LE 27 SEPTEMBRE 2020:

Tous unis pour les animaux sauvages en Suisse!

Les «nouveautés» prévues par la révision de la Loi fédérale sur la chasse et la protection des mammifères et oiseaux sauvages (LChP), qui feront l'objet d'une votation le 27 septembre 2020, seraient catastrophiques pour les animaux sauvages suisses.

JULIA FISCHER
Economiste de l'environnement et de la politique

Des animaux protégés pourraient être abattus à titre préventif, sans même qu'ils n'aient commis de dégâts, les cantons pourraient «réguler» eux-mêmes les espèces, sans plus devoir obtenir l'accord de la Confédération, le droit de recours des associations de protection de l'environnement leur serait retiré les organisations comme la Fondation Franz Weber (FFW) et Helvetia Nostra (HN) n'auraient donc plus aucune possibilité d'empêcher les abus. Seul un «NON» uni du peuple et des cantons à la révision de la LChP peut éviter cette catastrophe!

UNE OCCASION MANQUÉE DE PROTÉGER LES ESPÈCES MENACÉES: LE LIÈVRE BRUN D'EUROPE, LE COQ DE BRUYÈRE, LE LAGOPÈDE RESTENT EXPOSÉS AUX TIRS

La Suisse abrite de nombreuses espèces animales sauvages menacées, soumises à de fortes pressions, et qui peinent à se rétablir, à l'instar du lièvre bru, du coq de bruyère et du lagopède. A notre époque de disparition massive des espèces et de perte de biodiversité, il serait temps de faire coïncider nos lois avec notre réalité, et d'améliorer la protection des animaux menacés. Pourtant, la nouvelle version de la Loi fédérale sur la chasse et la protection des mammifères et oiseaux sauvages (LChP) manque cette cible, et de loin: elle continue à autoriser les tirs d'espèces menacées, ainsi que la poursuite de pratiques cruelles et injustifiées, telles que la chasse au terrier de renard, et permet au Conseil fédéral d'inscrire, à tout moment, certaines espèces animales protégées sur la liste des espèces à réguler, ce sans que le peuple, ou le parlement, n'aient leur mot à dire.

RISQUE DE LÉGISLATIONS CANTONALES DIVERGENTES – LES ANIMAUX NE SE LIMITENT PAS AUX FRONTIÈRES CANTONALES!

La révision de la LChP permet aux cantons de réguler eux-mêmes les animaux protégés par le droit fédéral. En conséquence, les conditions permettant d'autoriser l'abattage d'espèces menacées différeraient selon le canton, en fonction des législations locales.

Pourtant, les animaux se déplacent à leur gré, et au fil des saisons – sans être, bien entendu, limité par les frontières cantonales, tracées fictivement par l'Homme. Les premiers à payer le prix des disparités cantonales seraient donc ces mêmes animaux, pourtant menacés d'extinction!

DES TIRS PRÉVENTIFS: TUER DES ANIMAUX PROTÉGÉS QUI N'ONT CAUSÉ AUCUN DOMMAGE?

Contrairement à la LChP actuelle, la nouvelle loi permettrait aux cantons d'autoriser l'abattage d'animaux protégés, sans qu'ils n'aient causé le moindre dommage et sans avoir l'obligation de prendre, au préalable, de mesures alternatives (telles que des mesures de protection des troupeaux). La seule hypothèse de futurs dommages suffirait donc à octroyer l'autorisation de tir...

AFFAIBLISSEMENT DE LA PROTECTION DES FORÊTS DE MONTAGNE: LE LYNX ET LE LOUP DANS LE COLLIMATEUR

Pour les autorités de gestion des bois et des forêts, il est clair que le lynx et le loup préviennent le broutage excessif des jeunes bois par les cerfs et les chevreuils. Ces grands prédateurs, qui jouent un rôle primordial dans l'écosystème, garantissent ainsi la survie de forêts riches en espèces. Ces animaux ne doivent donc pas être régulés de manière excessive, comme le permettrait la nouvelle LChP, si nous ne voulons pas nuire à nos forêts.

LES ASSOCIATIONS DE PROTECTION DE LA NATURE DÉMUNIES

La révision de la LChP impliquerait la suppression du droit de recours des organisations de protection de l'environnement contre les décisions afférant à des animaux dont la chasse est autorisée. Ainsi, notamment, la FFW et Helvetia Nostra ne pourraient plus préserver les animaux d'abattages illégaux ou de décisions inconsidérées.

La loi manquée sur la chasse mettrait encore plus en difficulté nos espèces animales sauvages, qui doivent déjà lutter contre le réchauffement climatique, les conditions météorologiques extrêmes, l'agriculture intensifiée et la destruction de leurs habitats. C'est à nous qu'il revient de nous prononcer dans les urnes pour les animaux sauvages suisses le 27 septembre 2020.

MOBILISATION EN SUISSE ROMANDE

L'opposition contre la nouvelle LChP est forte dans toute la Suisse. En Suisse romande, plusieurs organisations, dont les Jeunes Verts, les Jeunes Verts Libéraux, Pro Natura Vaud, Birdlife le WWF et bien d'autres encore, se mobilisent ensemble pour obtenir le rejet, par le peuple et les cantons, de la révision de cette loi le 27 septembre prochain. La FFW et Helvetia Nostra se sont jointes à cette coalition romande, et comptent sur les cantons de l'ouest de la Suisse pour faire pencher la balance en faveur des espèces menacées.

«NON À LA RÉVISION DE LA LOI SUR LA CHASSE LE 27 SEPTEMBRE 2020»

PROF. DR. RAPHAËL ARLETTAZ

PROFESSEUR À L'INSTITUT «ÉCOLOGIE ET ÉVOLUTION» DE L'UNIVERSITÉ DE BERNE

«Avec la révision de la loi, l'ancien parlement a créé un déséquilibre et affaibli la protection de la biodiversité au profit de la régulation des espèces. Il a presque totalement laissé de côté le problème actuel de la protection des espèces et s'est concentré sur la régulation des grands prédateurs.»

DR. MONICA V. BIONDO

RESPONSABLE DE LA RECHERCHE ET DE LA CONSERVATION DE LA NATURE DE LA FONDATION FRANZ WEBER

«Au vu de la situation d'urgence qui est celle de la biodiversité en Suisse, le but suprême doit être de protéger un plus grand nombre d'espèces, et non de les soumettre à une pression encore plus forte - la facilitation de la chasse que prévoit la révision de la LChP est donc inacceptable.»

MARTIN KREILIGER

INGÉNIEUR FORESTIER ETH, DIRECTEUR DU BERGWALDPROJEKT (PROJET FORÊT DE MONTAGNE), TRIN/DISENTIS

«L'équilibre écologique entre vie sauvage et forêt est perturbé et menace ces écosystèmes. La survie de la forêt de montagne, si riche en espèces, est en jeu. Le loup joue un rôle fondamental à cet égard. Seul un non à la loi sur la chasse peut ménager la forêt et le loup.»

La révision de la loi sur la chasse manque de très loin son but!
Informez votre famille, vos amis, vos voisins et vos connaissances des dangers de la loi sur la chasse et attirez leur attention sur les prochaines votations.
Protégez, vous aussi, les animaux sauvages suisses: avec nous, dites «NON à la révision de la loi sur la chasse» le 27 septembre 2020!
Pour en savoir plus: **www.loi-chasse-non.ch**

La nouvelle Loi sur la chasse
accroît la pression
sur la faune sauvage.
Des animaux protégés pourront
être abattus simplement
parce qu'ils existent.

Abattre des animaux protégés ?

Pour une vision différente

Loi d'abattage

27 septembre 2020

Non

Toutes les organisations suisses
de protection de la nature
et des animaux disent **NON**

Association «Loi sur la chasse NON», Dornacherstrasse 192, 4018 Bâle loi-chasse-non.ch

Transition végétale: l'Union européenne à la rescousse de l'industrie de la viande

Alors que l'impact de l'élevage intensif sur le changement climatique est incontestable, Bruxelles s'entête à soutenir les éleveurs. Plus sensible aux charmes des lobbys qu'au sort des millions d'animaux qu'elle condamne à une vie de souffrances et d'horreurs, l'Union européenne ne semble pas non plus réceptive à l'évolution de la société qui tend vers un mode de consommation plus vertueux et plus sain.

JOSÉ JERICO FIESTAS FLORES
Economiste et représentant de la FFW au Pérou

—

Décidément, Bruxelles aura toujours un train de retard. Alors que ses propres enquêtes révèlent qu'un nombre croissant d'européens font le choix d'une alimentation moins riche en viande ou en produits d'origine animale, elle s'acharne à soutenir cette industrie, n'hésitant pas à réaliser d'onéreuses campagnes de promotion sur les deniers du contribuable. Pourtant, les conclusions d'une enquête réalisée par la Commission européenne en 2016 auprès de 27 818 citoyens et portant la consommation de produits de l'aquaculture montrent que les choix des consommateurs du vieux continent évoluent: 14 % des personnes sondées ont déclaré qu'elles ne consommaient plus ce type d'aliment, dans la mesure où elles avaient adopté un régime végétarien, végétalien ou végan. Par rapport à l'estimation réalisée par Friend of the Earth en 2013, cela représente une augmentation de 4 points de pourcentage!

BIEN-ÊTRE ANIMAL

Les campagnes de sensibilisation en faveur des animaux ont porté leurs fruits: désormais, la société est de plus en plus soucieuse du bien-être animal. Grâce aux réseaux sociaux et aux médias, les vidéos révélant la violence perpétuée dans les abattoirs ou lors du transport des animaux dits de consommation ont profondément impacté l'opinion publique, qui exige désormais plus de transparence et de respect concernant les conditions d'élevage et d'abattage. La maltraitance animale est devenue un sujet de société! Les statistiques le confirment: dans un sondage réalisé en 2015 auprès de 27 672 citoyens, 94% d'entre eux déclarent accorder de l'importance au bien-être des animaux d'élevage.

DÉNI

Bruxelles est parfaitement au fait de cette évolution de la société puisqu'elle estime que la consommation de viande en Europe passera de 69,3 kg en 2018 à 68,7 kg par habitant d'ici à 2030. Ces chiffres et ces estimations devront sans doute être revus à la hausse, car ils ont été calculés avant la pandémie: le Covid étant profondément lié aux travers de notre société, il risque en effet d'accentuer le phénomène de réduction de la consommation de viande. Alors pourquoi l'UE refuse-t-elle de s'adapter?

COURSE AU PROFIT

Peine perdue: il semblerait que la Commission préfère maintenir le statu quo en protégeant les producteurs et en faisant l'autruche sur les impacts dramatiques de l'élevage intensif. La PAC (Politique Agricole Commune), en est le plus flagrant exemple. Cette dernière s'est faite le fer de lance de l'expansion de la production mondiale de soja et de la monoculture en général, car pour grossir, le bétail requiert des aliments à haute teneur en protéines tels que le soja, le blé ou le maïs.

Le patriotisme comme prétexte à une campagne visant à promouvoir la viande: comme 80 % de la production ovine auraient lieu dans les zones rurales, elle ferait partie du patrimoine européen qui doit être préservé par la consommation continue d'agneau...

Faute de taxes à l'importation sur les graines de soja, les grandes entreprises de l'UE ont tout intérêt à investir dans cette culture dans les pays en voie de développement: le système leur permet en plus de récupérer des intrants bon marché pour la production de viande animale!

PROPAGANDE AU FRAIS DU CONTRIBUABLE

Mais l'UE ne s'arrête pas là: la Commission a réalisé plusieurs campagnes publicitaires afin de promouvoir directement la viande animale (bovins, porcins, ovins, volaille, poisson et fruits de mer) auprès des consommateurs. Rien qu'entre 2017 et 2019, selon les informations de l'Agence Exécutive des Consommateurs, de la Santé, de l'Agriculture et de l'Alimentation (CHAFEA), un total de 112,68 millions d'euros a été dépensé pour 53 campagnes, ce qui représente plus de 75 % du budget nécessaire! Le tout, financé par les impôts des mêmes citoyens qui sont chaque jour plus nombreux à juger nécessaire de repenser notre alimentation.

PARADOXE

L'UE ne désespère pas d'inverser la tendance: 53,8 % de son budget affecté aux campagnes vise à encourager la consommation de viande au sein de ses frontières. La viande de veau est particulièrement mise en avant à travers deux campagnes: l'European Veal Meat et BIOLS.EU. A elles seules, ces campagnes représentent 11 % des investissements de la Commission (respectivement 5 et 6 %).

CHAUVINISME

Etrangement, ce ne sont pas les qualités gustatives que l'UE met en avant pour séduire son auditoire: la viande bovine est tantôt présentée comme une part intégrante du patrimoine européen qu'il est nécessaire de défendre, tantôt comme un secteur permettant de sécuriser 25 000 emplois. BIOLS.EU se veut plus moderne: surfant sur la vague du bio, il propose une viande et des dérivés d'origine animale issus de ce secteur.

Les ovins ne sont pas non plus en reste: la Commission consacre 13,9 % de ses contributions aux campagnes les concernant. La plus importante d'entre elles, EU Lamb, fut approuvée en 2017 et représente 7 % des investissements totaux (soit 8,2 millions d'euros). Là aussi, le patriotisme a bon dos, l'argument phare des créateurs de la campagne consistant à dire que parce que 80 % de la production ovine est effectuée en zones rurales, elle fait partie d'un patrimoine européen qu'il est nécessaire de préserver en continuant à consommer de l'agneau. Pour Bruxelles, l'agneau européen ne permet pas seulement de préserver des emplois: il permet aussi d'être en bonne santé! C'est ce que l'UE explique, à grands renforts de médias numériques, pour convaincre le jeune public que la viande issue des bébés moutons est une source privilégiée de protéines pouvant être consommée tous les jours.

CAMPAGNES CIBLÉES

Malgré les tentatives pour développer la consommation intérieure, le véritable cheval de bataille de Bruxelles est l'exportation de ses produits dans le monde. La majorité de ses campagnes a en effet pour objectif de promouvoir la consommation dans des pays hors UE (Chine, Japon, Koweït, Nigeria, Canada, États-Unis) en mettant avant tout l'accent sur la promotion des produits

Le veau serait un élément du patrimoine gastronomique européen et les recettes traditionnelles de veau feraient partie intégrante de la culture culinaire de certains pays. Depuis les années 2000, le marché de la viande de veau est cependant en déclin.
C'est par cette déclaration que l'UE justifie sa campagne de promotion à grande échelle pour le veau...

dérivés du porc. Ces derniers représentent 21,2 % des investissements publicitaires!

Ces campagnes, à l'instar de l'AEEFQ, de l'EUROPORKCHK et de FromFarmToFork visent avant tout la Chine, qui représente 50 % des exportations porcines européennes. Mais elles peuvent parfois viser plusieurs publics à la foi: à titre d'exemple, l'AEEFQ tente également de séduire le Japon, la Corée du Sud et le Vietnam. L'UE ne pouvant aligner ses tarifs avec ceux, plus compétitifs du Brésil, des États-Unis et du Canada, elle met surtout en avant la qualité sanitaire de ses produits.

S'IMPLIQUER, POUR EXIGER LE CHANGEMENT

Le fait que la Commission européenne finance près de 76% de ces campagnes publicitaires devrait préoccuper tous les citoyens soucieux de l'avenir de notre planète et du bien-être de ses habitants à deux et quatre pattes. Bien que les projets mentionnés disposent déjà d'un budget assigné, il appartient aux citoyens européens d'exiger que leur pays consacre moins de fonds à la promotion des produits issus des animaux, et davantage à celle de la consommation de protéines végétales. Les appels à la promotion des produits agricoles sont lancés chaque début d'année, il est donc possible d'anticiper et d'éviter ce type de dépenses pour l'avenir!

INITIATIVE CONTRE L'ELEVAGE INTENSIF EN SUISSE

En Suisse, l'initiative populaire fédérale sur l'élevage intensif a été lancée en 2018, et officiellement déposée auprès de la Chancellerie fédérale en 2019. Elle vise à interdire l'élevage intensif en Suisse – ainsi que les importations de produits qui ne respecteraient pas les standards helvétiques en matière de bien-être animal. L'Initiative répond à une évolution de la moralité publique similaire à celle que l'on observe en UE: la population est d'accord de manger moins de viande, pour autant qu'elle soit de meilleure qualité et respectueuse des animaux. Le Conseil fédéral a mis en consultation, courant août 2020, un contre-projet direct à l'initiative, proposant d'inscrire dans la Constitution fédérale le bien-être animal et certaines exigences en matière de détention et d'abattage des animaux. Ce contre-projet, bien qu'allant dans la bonne direction, n'est pas suffisant: en particulier, il ne se penche pas du tout sur la question des importations de produits issus de la souffrance animale. En Suisse, si l'on n'accepte pas que nos animaux soient maltraités, nous devons exiger les mêmes standards de production concernant les denrées étrangères – pour les animaux, mais aussi pour nos paysans, qui ne doivent pas faire l'objet d'une concurrence déloyale de l'étranger!

Elevage intensif: vers un «modèle» chinois en Argentine?

ALEJANDRA GARCÍA
Directrice du sanctuaire Equidad et de ZOOXXI en Amérique latine

Le «grenier du monde» est en passe de devenir «l'abattoir du monde»: si le gouvernement argentin parvient à négocier un accord avec la Chine, cette dernière aura carte blanche pour transférer ses élevages de porcs dans ce pays d'Amérique latine. Mais nous n'avons pas dit notre dernier mot: alliée à de nombreuses organisations écologistes, la Fondation Franz Weber en Argentine œuvre sans relâche pour que cet écocide annoncé ne devienne pas réalité.

Alors que le monde peine à se débarrasser du COVID-19 et que la Chine n'est pas à l'abri d'une nouvelle épidémie qui pourrait éclater sur son territoire, il semblerait que Pékin n'ait pas intégré les leçons de ces derniers mois. Plus soucieuse de transférer sa production de porcs afin de satisfaire la demande de son marché intérieur que de remettre en question ses méthodes d'élevage et sa consommation, la Chine feint d'ignorer que ses élevages ont été récemment le foyer d'apparition d'une nouvelle souche de grippe porcine, le G4 EA H1N1 et continue de plus belle son funeste désir d'expansion.

VERS UN NOUVEAU DÉSASTRE MONDIAL?

Facilement transmissible à l'homme, ce virus pourrait, selon une étude réalisée par l'Université agronomique de Chine et publiée par la revue scientifique Proceedings of the National Academy of Sciences of the United States of America (PNAS), se transformer en une nouvelle pandémie.

Pékin ne semble pas s'en soucier: elle est sur le point de signer un accord avec le ministre du Commerce extérieur argentin, Felipe Solá. Dans les années 90, ce dernier s'était illustré en favorisant la libéralisation des grandes cultures de soja et de maïs transgénique dans le pays, ce qui avait entraîné la désertification, la pollution des sols et des eaux, (suite à l'utilisation de glyphosate), et même l'apparition de nombreux cas de cancers parmi les populations des villages exposés aux épandages.

RÉGRESSION

L'Argentine et la Chine ont beaucoup en commun: pour Pékin, les faibles exigences en matière de protection environnementale et de bien-être animal sont un atout de taille chez son partenaire latin. En outre, le taux de change local peut possiblement se révéler

plus avantageux pour la production de viande de porc sur place plutôt qu'en Chine.

S'ils venaient à se concrétiser, ces méga élevages de porcs feront de l'Argentine le premier pays producteur de viande de porc mais également le premier abattoir du monde. Ce classement n'a rien de glorieux: ces deux premières places nous conduiront encore davantage à la destruction du peu d'environnement sain qui nous reste. Ainsi, le cheptel porcin du pays passera des 6 000 000 de têtes au chiffre effrayant de 100 millions, avec tout ce que cela implique d'émissions toxiques en nitrates, ammoniaque et autres polluants de la terre et de l'eau. Sans parler de la pollution générée par le transport des animaux transformés en viande jusqu'en Chine!

COURSE AU PROFIT

Mais, pour ces deux pays, peu importe visiblement que leur projet ne se plie ni au PNUE ni aux recommandations du GIEC. Peu importe également que les habitants du pays, qui ont découvert presque par hasard ce danger qui les menace, expriment à son sujet la plus grande réticence! Ce qui compte, pour Pékin et Buenos Aires, c'est le profit et le court terme, quel qu'en soit le prix.

RÉSISTANCE

Comme nous, de nombreuses organisations engagées dans la défense de l'environnement, des animaux, des droits de l'homme, des scientifiques, et la population en général, se sont mobilisées afin de révéler l'existence de cet accord qui se négocie actuellement dans le plus grand secret, mais dont les entreprises pharmaceutiques se félicitent sur leurs pages web. Les raisons de cette satisfaction affichée sont évidentes: cela leur permettra de vendre des milliards d'antibiotiques et de produits pharmaceutiques qui seront administrés aux porcs qui s'entasseront dans les élevages. Naturellement, cela ne se fera pas sans conséquences, la première d'entre elles étant le développement de la résistance aux antibiotiques chez l'homme.

Notre mobilisation a porté ses fruits: face aux pressions, le ministère du Commerce extérieur a finalement admis qu'il travaillait sur cet accord avec la Chine, concédant qu'il n'avait néanmoins pas encore été validé. Mais la bataille n'est pas encore gagnée et tant que la menace persistera, la FFW et ses partenaires n'auront de cesse de continuer le combat. Pour les cochons, pour l'Argentine et pour la planète.

NOTRE ENGAGEMENT CONTRE L'ÉLEVAGE INTENSIF

L'élevage intensif accélère le réchauffement climatique, aggrave la faim dans le monde et la pénurie d'eau, suscite des résistances aux antibiotiques et viole le principe constitutionnel de la protection des animaux. Pour toutes ces raisons, la FFW soutient l'initiative populaire suisse «Non à l'élevage intensif en Suisse» (initiative contre l'élevage intensif) depuis son lancement. Nous mettons tout en œuvre pour que les consommatrices et les consommateurs suisses soient informés des abus de l'élevage intensif en Suisse. Ils doivent savoir quelles sont les conséquences de leur consommation. Et ils doivent pouvoir choisir en connaissance de cause le type d'élevage auprès duquel ils se fournissent. Avec l'aboutissement de l'initiative contre l'élevage intensif, l'électorat suisse aura bientôt la chance de jouer un rôle de pionnier unique au monde pour l'avenir et le bien-être des animaux de rente.

Le jour qui a changé le monde

Le 28 juillet dernier, l'univers anti-corrida célébrait le dixième anniversaire de l'abolition de la corrida au Parlement de Catalogne. Et bien plus encore. Car ce texte, adopté grâce au travail de titan réalisé par la plateforme citoyenne «PROU!» et ses partenaires, dont la Fondation Franz Weber, n'a pas seulement changé la vie des taureaux dans cette contrée: il a permis de révéler la puissance de la démocratie participative et d'inspirer les animalistes du monde entier. Et de sonner le tocsin pour les taurins! En effet, malgré une décision rendue par le tribunal constitutionnel en 2016, jugeant la loi catalane inefficace, les corridas ne sont pas revenues en Catalogne.

LEONARDO ANSELMI
Directeur de la FFW pour le Sud de l'Europe et l'Amérique latine

VICTOIRE HISTORIQUE

Des larmes de joie. C'est avec une immense émotion que tous ceux sensibles au sort des animaux ont accueilli l'abolition historique de la corrida en Catalogne, ce fameux 28 juillet 2010. Les taurins aussi ont pleuré. de rage. Quel camouflet pour ce puissant lobby, si connecté aux plus hautes instances d'Espagne! Quel symbole! La Catalogne a frappé fort pour se démarquer du reste de l'Espagne: elle a prouvé qu'en terre ibérique, là où la corrida est née, on est capable de dire non à la barbarie. Qui l'eût cru!

RÉVOLUTION

Pour Maricinia Alvarez, militante vénézuélienne anti-corrida, cette loi représentait la «défaite du scepticisme». En effet, tant chez les aficionados que chez

Immense émotion au Parlement Catalan ce 28 juillet 2010 suite à l'abolition historique de la corrida en Catalogne.

Le 29 juillet 2010, la majorité des journaux du monde affichaient l'abolition de la corrida en Catalogne en première page.

les anti-corrida du monde entier, personne ne croyait réellement que cette tradition si ancrée et si ardemment défendue par une élite puissante et influente pourrait un jour être totalement interdite. Avant ce vote historique, l'impact de l'activisme anti-tauromachie était faible et se limitait à des manifestations et à quelques opérations de sensibilisation, souvent en marge des évènements taurins.

COMBAT DE LONGUE HALEINE

Certains groupes politiques avaient bien tenté de proposer des initiatives pour faire interdire les corridas, en vain. Mais l'année 2007, date à laquelle les résultats d'un sondage révélant qu'une majorité écrasante de citoyens catalans étaient favorable à l'interdiction de ces spectacles, allait changer la donne. Pour nous, réaliser à quel point l'opinion publique était favorable à notre cause constituait une opportunité inespérée. Restait à déterminer comment la saisir.

OPPORTUNITÉ

Un opportun concours de circonstances a donné un coup d'accélérateur à notre mouvement. A l'époque, une initiative législative populaire (ILP) visant à interdire les produits transgéniques était en cours, appuyée par de nombreux défenseurs des animaux. Profitant de ce climat propice à la mobilisation et au débat, nous avons eu l'idée de lancer une plateforme citoyenne appelée «PROU!» («Assez»! en catalan). A l'époque, nous étions loin d'imaginer que notre initiative entrainerait de telles répercussions! L'ILP a été l'arme fatale des militants: la lutte pour abolir la corrida n'émanait plus juste d'un parti politique isolé et marginalisé – elle était l'expression de la volonté de la société toute entière.

TRIOMPHE DE LA DÉMOCRATIE PARTICIPATIVE

La cause animale n'est la seule à être sortie grandie de cette victoire qui marque aussi le triomphe de la démocratie participative. Barcelone a

montré l'exemple bien au-delà de ses frontières: la leçon est immense pour tous ceux qui se battent pour rendre le monde meilleur! La Catalogne peut être fière: grâce à ce précédent, elle a ouvert la voie pour permettre aux animalistes du monde entier de s'inspirer de son action. Et elle a rappelé qu'en se mobilisant, le peuple avait le pouvoir de changer les choses!

SOUTIEN DE LA FONDATION FRANZ WEBER

Le 29 juillet 2010, plusieurs membres de la plateforme «PROU!» se sont réunis avec Vera Weber de la Fondation Franz Weber, qui avait soutenu la plateforme depuis ses débuts. Vera nous a alors expliqué que cela faisait des années que la FFW luttait contre la tauromachie, et que, par conséquent, ce fut un grand honneur pour elle d'avoir été invitée au Parlement catalan pour assister au «début de la fin» de la torture des taureaux. La FFW et sa présidente sont animés d'une conviction immuable que nous parviendrons à abolir la corrida dans le monde entier. Depuis 2010, plusieurs membres de «PROU!» ont formellement rejoint l'équipe de la FFW, et nous poursuivons notre action dans les huit pays qui connaissent encore la tauromachie, en collaboration avec des organisations locales.

NOUVELLE ENVERGURE

Il n'y a pas que pour les animalistes que le 28 juillet 2010 a changé la donne. Pour la première fois, les aficionados ont tremblé. Eux qui toisaient notre mouvement, qu'ils qualifiaient de «minorité», ont découvert à leurs dépens que c'était eux la minorité. Depuis, la FFW et son équipe de choc est un acteur efficace et omniprésent dans tous les processus d'abolition de la corrida dans le monde. En effet, cette initiative populaire a donné une nouvelle envergure au débat sur la corrida: en élevant le débat, elle a fait de la maltraitance et de la torture envers les animaux un enjeu politique et sociétal.

ENCADRÉ: LA LOI ANNULÉE PAR LA COUR CONSTITUTIONNELLE

La Cour constitutionnelle espagnole a annulé, en 2016, la loi interdisant les corridas en Catalogne. Pourtant à ce jour, et ce, depuis l'entrée en vigueur de cette loi, pas une seule corrida n'a repris en Catalogne!

LA CATALOGNE: AXIOME DE LA LUTTE POUR LES TAUREAUX

En mathématiques, un axiome est une proposition considérée comme évidente et admise sans démonstration. C'est ce que l'on pourrait vulgairement appeler «la théorie du bon sens». Ainsi, lorsque l'on trace une ligne entre plusieurs points, il relève du sens commun de constater qu'ils sont reliés entre eux. Implicitement, on peut en déduire qu'ils peuvent avoir un effet boule de neige entre eux.

Appliquée à la lutte abolitionniste, la théorie des axiomes est une parfaite métaphore pour la Catalogne. On peut en effet considérer que cette dernière, grâce au travail de la plateforme PROU! a fait office de point de départ ayant engendré des effets en cascade, puisqu'elle a permis de faire le lien entre différents protagonistes et ainsi de multiplier l'impact de leurs actions à travers le monde.

«BIBLE ABOLITIONNISTE»

«C'est en Catalogne que la bible abolitionniste a été écrite» plaidait le sénateur colombien de l'époque, Camilo Sanchez, alors qu'il présentait une loi anti-corrida en 2011 au Congrès colombien résumant ainsi les allocutions faites devant le Parlement Catalan les 3 et 4 mars 2010 par des experts et des scientifiques. «Selon Camilo Sanchez, «en Catalogne, on est passé d'un débat entre aficionados et «détracteurs» à un débat entre aficionados et abolition-

nistes: en d'autres termes, on est passé d'être ou non d'accord avec la corrida, à abolir ou non la sauvagerie».

Les experts de la plateforme «PROU!» ont développé les meilleurs arguments contre la tauromachie en 15 allocutions devant le Parlement et ce d'un point de vue scientifique, philosophique, politique, historique, anthropologique, culturel, juridique. et même du point de vue d'un ex-aficionado taurin. Grâce à ces allocutions un argumentaire a été créé qui est en mesure de contrer n'importe laquelle des fallacieuses histoires que les taurins racontent en boucle pour justifier la torture animale.

MODÈLE DE MOBILISATION CIVILE

L'effet domino ne s'est pas arrêté là. Dans le monde entier, partout où la corrida est pratiquée, des pays ont vu fleurir des slogans s'inspirant de «l'effet Catalan». Du Portugal à l'Amérique latine, des plateformes ont ainsi vu le jour afin de muscler le mouvement abolitionniste. Finies les manifestations stériles et l'amateurisme! Après la Catalogne et grâce au travail acharné de la FFW, la mouvance anti-corrida est devenue apte à proposer de vraies réformes.

La corrida est abolie en Catalogne depuis dix ans. Il est temps que les cruels correbous soient également abolis.

Au Mexique, au lendemain de l'interdiction catalane, on trouvait ainsi des panneaux «Suivons la Catalogne, PAS la tauromachie» dans l'une des avenues les plus fréquentées de Mexico. Objectif: inciter la classe politique mexicaine à prendre position. Le symbole n'est pas neutre: le Mexique possède la plus grande arène du monde, la Monumental, dotée de 52 000 places!

AXIOME LÉGISLATIF ET PUBLIC

La Catalogne n'ayant pas le monopole de la persécution animale, certains pays ont vu en cette loi une inspiration opportune pour faire avancer la cause de leurs propres animaux maltraités par la tradition. A Sienne, en Italie, une course de chevaux traditionnelle et archaïque d'une violence inouïe est tristement connue sous le nom de Palio. Chaque année, plusieurs chevaux y trouvent la mort. Sensible à leur sort, la Ministre du tourisme de l'époque, Michela Brambilla, a publié une déclaration quelques jours après le vote au Parlement dans laquelle elle estimait que «si la Catalogne a interdit les corridas, les Italiens peuvent faire de même avec les courses de chevaux comme le Palio de Sienne».

Quelques mois plus tard, fin 2010, c'était au tour de l'Equateur d'annoncer la tenue d'un référendum dans tout le pays incluant, entre autres, une consultation sur l'interdiction des spectacles impliquant la mort d'animaux. Ce référendum a été remporté dans la majorité des régions!

Autre pays devenu fer de lance de cette institutionnalisation du débat abolitioniste: la Colombie. En 2012, le maire de Bogota de l'époque, Gustavo Petro, a fait sienne la cause anti-corrida, indiquant à plusieurs reprises avoir été inspiré par le cas catalan.

UN LONG CHEMIN VERS UN MONDE MEILLEUR

La FFW et ses partenaires peuvent être fiers du travail accompli. Grâce à eux, le mouvement abolitionniste s'est professionnalisé et est devenu une arme redoutable contre les taurins du monde entier. Partout, le «modèle catalan» a laissé son empreinte. Il a contribué à sauver des milliers de taureaux et à humaniser le débat sur les animaux. Mais la lutte sera encore longue: non seulement parce que de puissants lobbies continuent de saper nos efforts et que la corrida est encore pratiquée dans huit pays, mais aussi parce qu'elle n'est pas la seule tradition sordide impliquant des taureaux. En Catalogne, les «correbous» sont toujours autorisés par exemple. Lors de ces «spectacles», les taureaux ne meurent pas, mais leur supplice, qui consiste à les lâcher dans les rues en les brutalisant avec des cordes après avoir mis le feu à leurs cornes, n'est pas pour autant tolérable.

C'est pourquoi, il y a deux ans, nous sommes revenus à la charge avec une plateforme qui réunit les organisations animalières les plus importantes de Catalogne. L'année dernière, le Parlement a approuvé une motion visant à rechercher des mécanismes permettant d'interdire également les correbous. Dix ans se sont écoulés depuis l'exploit catalan, il est temps d'en réaliser un nouveau.

Equidad: une vie de cheval!

Vous êtes nombreux à vous intéresser aux chevaux de notre sanctuaire argentin et à nous demander en quoi consiste leur quotidien, eux qui ne sont ni montés ni exploités. La réponse est simple: ils ne font rien d'autre que vivre leur vie! Ce, tant pour des raisons pratiques qu'idéologiques: étant pour la majorité d'entre eux des rescapés, nos protégés sont bien souvent incapables d'être montés. Outre cet aspect non négligeable, leur non utilisation correspond aussi et surtout à un principe qui nous est cher: l'animal ne doit pas obligatoirement avoir une utilité pour l'homme.

ALEJANDRA GARCÍA
Directrice du sanctuaire Equidad et de ZOOXXI en Amérique latine

En Argentine, le cheval est partout. Intimement associé à la culture et aux fêtes traditionnelles ainsi qu'aux «gauchos», les célèbres gardiens de bétail à cheval – l'équivalent argentin des cow boys – , il est utilisé dans différentes disciplines sportives, notamment le polo et le «pato», le sport national. Il est aussi un partenaire précieux pour le travail dans les villes et dans les champs. Pourtant, malgré cette omniprésence, la société argentine dans son ensemble connait finalement assez peu cet animal et ses besoins. Nous avons décidé d'y remédier!

RESPECT DES BESOINS FONDAMENTAUX

Voilà pourquoi à Equidad, nous nous sommes donnés pour mission de permettre aux chevaux de redevenir ce qu'ils sont censés être, c'est-à-dire des animaux grégaires et libres. Les chevaux ont des besoins bien précis pour être heureux et en bonne santé: bouger en permanence, côtoyer des congénères, manger à volonté. A Equidad, nous avons tout mis en œuvre pour respecter ces

principes et pour offrir le meilleur à nos protégés, eux qui ont connu l'enfer et qui toute leur vie ont du justifier leur existence et leur pitance par un dur labeur.

SENSIBILISER, POUR QUE LES ÉQUIDÉS N'AIENT PLUS BESOIN D'ÊTRE SECOURUS

Notre mission est double: elle vise à offrir une vie idéale à nos chevaux, mais elle est aussi pédagogique. En effet, en diffusant régulièrement des contenus sur les réseaux sociaux, nous espérons sensibiliser les argentins afin d'agir aux origines de la maltraitance. Les conditions de vie des équidés ne peuvent durablement s'améliorer en Argentine que si tout le monde s'implique! S'il est essentiel de secourir et de recueillir ceux pour qui il est déjà trop tard, il est encore plus constructif d'agir en amont pour éviter d'en arriver au drame.

BRISER LES MYTHES

Fort heureusement, nous ne sommes plus les seuls à considérer qu'il est essentiel d'éduquer les propriétaires de chevaux aux besoins de leurs compagnons: de plus en plus de scientifiques réalisent désormais des études consacrées aux besoins des chevaux.

En effet, outre la maltraitance pure et les actes de cruauté qui ne laissent planer aucun doute sur les intentions malveillantes de ceux qui les perpétuent, il existe aussi une forme plus subtile et «invisible» de maltraitance envers les chevaux, qui émane du fait que les gens, ignorant des besoins de leurs animaux, en viennent à les priver de ce qui est le plus important pour eux. Et ce, le plus souvent alors qu'ils croient bien faire!

EVITER L'ANTHROPOMORPHISME

Prenons l'exemple de la vie en boxe. Pour une multitude de cavaliers, la vie au boxe est synonyme de confort pour le cheval. Certains se décarcassent pour décorer l'habitat de leur cheval, pour lui offrir une litière douillette et des jouets. Hélas, même si en toute bonne foi, ces gens pensent assurer le bonheur de leur compagnon, ils ne font que nier sa nature véritable, qui inspire au cheval de vivre dehors sous la pluie, plutôt qu'incarcéré dans un espace minuscule. Pour beaucoup d'équitants, qui projettent leur propre conception humaine du confort, laisser un cheval dehors sous la pluie ou en hiver est de la maltraitance. Et c'est pourtant tout le contraire, d'un point de vue de cheval, à quelques exceptions près!

Il en est de même pour les interactions entre chevaux. Il est établi que les chevaux sont des êtres grégaires, et qu'il est essentiel de les laisser interagir avec leurs congénères pour leur bonheur et leur équilibre. Problème: les jeux sont souvent interprétés par les propriétaires comme des bagarres, et à ce titre, beaucoup refusent de laisser leurs chevaux en troupeau. S'ils peuvent parfois être très brutaux, voire mortels en cas de combat, les jeux et les échanges sont pourtant essentiels pour les équidés.

BÊTES DE CONCOURS, BÊTES DE CHAGRIN

Pour les chevaux de concours, dont la valeur avoisine parfois les millions, la réalité est encore plus cruelle, malgré les apparences: terrifiés à l'idée que leurs champions se blessent et ne peuvent plus concourir, la plupart des entraineurs ou propriétaires les privent de sortie et de contact avec des potentiels «copains», ne les sortant de l'écurie que pour les faire travailler – soit rarement plus de 2 heures par jour..Pour eux, la valeur pécuniaire

Le jeu est l'un des comportements naturels que les chevaux sauvés réapprennent à Equidad.

prime sur le bien être fondamental et primaire de leur «bête de concours». Pour se donner bonne conscience et booster le moral de ces chevaux qui fréquemment développent des problèmes de comportement et de santé (stéréotypie, nervosité, ulcères etc), beaucoup compensent avec des soins de luxe dignes de spas, ce qui n'est sans doute pas désagréable pour le cheval et donne au public le sentiment que ces athlètes ont des vies de pacha. Mais aucun massage ne compense la perte de liberté.

ENVISAGER UN AUTRE RAPPORT AU CHEVAL

Outre la nécessité de sensibiliser aux besoins fondamentaux, notre vœu le plus cher est de changer le rapport des humains envers les chevaux. Car à Equidad, nous n'avons pas attendu les comptes rendus scientifiques pour mettre en pratique les recommandations des chercheurs. Et nous n'avons pas non plus besoin de monter nos chevaux pour passer des moments merveilleux avec eux: les animaux ne nous doivent rien! En vivant auprès de quelques 140 équidés au sanctuaire, nous constatons chaque jour, en observant et en soignant nos protégés, ce que les scientifiques ont mis des dizaines d'années à coucher sur papier.

Chez nous, les chevaux interagissent librement, jouent (beaucoup!), se baignent dans l'étang, ont accès à la nourriture et à l'eau à volonté, 24 h sur 24. Nous n'avons pas de boxes, uniquement des enclos qui font office d'infirmerie lorsqu'un animal nécessite des soins vétérinaires. Bref, ils vivent leur vie, et mènent une existence adaptée à leur nature et pas à la notre!

Susú a été sauvée il y a deux ans et souffrait de malnutrition alors qu'elle n'avait que 8 mois. Aujourd'hui, elle joue dans l'étang d'Equidad.

INCENDIE CRIMINEL AU SANCTUAIRE EQUIDAD

Le 17 août 2020, le Sanctuaire Equidad de la FFW en Argentine a été victime d'un incendie intentionnel. Après plus de douze heures de combat intensif contre le feu, aux côtés des pompiers, notre équipe, épuisée, est parvenue à l'éteindre. Un voisin a aperçu deux personnes s'enfuyant de l'arrière du Sanctuaire, peu après que le feu se soit déclaré – sans doutes des anciens propriétaires de chevaux malmenés qui cherchaient à se venger. Malheureusement, elles n'ont pas pu être identifiés. Notre équipe et nos pensionnaires sont, eux, sains et saufs.

La FFW au secours d'un troupeau d'éléphants

ADAM CRUISE
Journaliste & auteur

Fer de lance de la lutte pour la protection des éléphants dans le monde depuis plus de 40 ans, la Fondation Franz Weber est de nouveau sur le front. Objectif: sauver d'une mort certaine un petit troupeau d'éléphants d'Afrique du sud piégé dans l'une des nombreuses réserves animalières du pays.

La Fondation Franz Weber envisage de déplacer des éléphants sauvages menacés d'abattage pour les installer dans une autre réserve.

LES RÉSERVES PRIVÉES EN QUESTION

Si l'Afrique du Sud est considérée comme un pays riche en éléphants, – le pays compte près de 24 000 têtes, rassemblées pour la plupart dans le parc national Kruger dont la superficie est comparable à la taille d'Israël, le danger n'est jamais loin pour ceux que la nature a doté de défenses. Si les populations sauvages jouissent d'une relative tranquillité, il n'en est pas de même pour ceux répartis dans des centaines de réserves privées clôturées. Parqués dans des enclos, ils sont traqués par les chasseurs de trophées (une pratique qui n'est pas autorisée dans les parcs nationaux sud-africains mais qui l'est dans les réserves privées).

La réserve animalière d'Atherstone est l'une d'entre elles. Depuis de nombreuses années, ce petit parc est dépassé par une surpopulation d'éléphants et fait l'objet de pressions afin que les individus en surnombre soient abattus ou transférés dans un autre parc.

LOGISTIQUE

Mais déplacer des éléphants sauvages n'est pas une sinécure. Cela nécessite une armée de vétérinaires, de biologistes spécialistes des éléphants, de rangers, de professionnels du transport d'éléphants ainsi que des dizaines d'accompagnants. Un hélicoptère est également nécessaire pour anesthésier les animaux qui doivent ensuite être chargés à bord de camions à l'aide de grues. Les éléphants sont ensuite transportés à des centaines de kilomètres de distance vers un nouvel endroit sécure où ils seront équipés de colliers émetteurs radio avant d'être réveillés, libérés puis progressivement intégrés à leur nouvel environnement.

AIDE FINANCIÈRE

Ces opérations complexes nécessitent des frais colossaux qui avec la crise du COVID-19 deviennent difficiles à rassembler. De fait, les éléphants se retrouvent dans la ligne de mire des chasseurs, qui eux ne sont jamais à court d'argent pour la chasse aux trophées. Afin d'éviter un massacre, la Fondation Franz Weber s'est immédiatement engagée: des fonds seront mis à disposition pour le transport de quelque huit éléphants qui forment une même famille ainsi que pour un grand mâle. La Fondation intervient en tant que partenaire d'une organisation spécialisée dans la réintroduction des éléphants, l'Elephant Reintegration Trust, qui veillera à ce que les animaux soient réimplantés dans des réserves plus importantes où ils pourront vivre sans craindre d'être abattus!

Surpêche: les chalutiers chinois à l'assaut des Galapagos?

Les réserves mondiales de poissons étant épuisées à plus de 80%, les puissantes compagnies de pêche chinoises sont à l'affût de nouveaux terrains d'approvisionnement. Prêtes à tout pour satisfaire la demande mondiale, elles étendent désormais leur«zone de chasse» à un territoire dangereusement proche de la réserve marine des îles Galapagos.

LEONARDO ANSELMI
Directeur de la FFW pour le Sud de l'Europe et l'Amérique latine

LES GALÁPAGOS EN QUELQUES CHIFFRES

En 1959, 97 % du territoire des Galapagos a été déclaré Parc national, ce qui en a fait la première aire protégée d'Équateur. L'archipel, reconnu comme Patrimoine naturel de l'humanité par l'UNESCO, est formé de 330 îles, îlots et rochers abritant des centaines d'espèces d'animaux et une végétation endémique à la zone. Parmi ces espèces, les plus célèbres d'entre elles sont les tortues terrestres géantes, les loups de mer, les iguanes marins, les fous à pieds bleus ou encore les requins. Ces derniers cohabitent avec une multitude d'autres créatures qu'on ne trouve nulle part ailleurs sur le globe.

Pour renforcer la protection des Galapagos, en plus de la création du Parc national, un régime spécial a été instauré. Ce dernier comporte une loi organique dédiée exclusivement à la gestion du territoire ainsi que plusieurs entités, dont le Conseil de gouvernement. En outre, une agence spéciale de biosécurité a pour mission de contrôler l'introduction d'organismes qui pourraient menacer la biodiversité endémique.

Ces réglementations et entités veillent de façon exhaustive à réduire le plus possible l'impact humain sur le territoire. A cette fin, des règles drastiques sont appliquées: le nombre de résidents permanents sur les îles a été limité exclusivement aux familles qui en sont originaires, le nombre de touristes à l'année est restreint et les activités économiques sont soumises à des régulations très strictes. Seules cinq îles sont autorisées à accueillir des installations humaines et la population totale ne doit pas dépasser les 30 000 habitants.

Y aura-t-il un jour une limite à la course au profit? Pour le moment, Pékin semble peu disposé à se poser la question. Avec ses quelques 250 bateaux de pêche qui rôdent à proximité des eaux de la réserve marine des îles Galapagos, la Chine est une fois de plus dans la tourmente d'un potentiel scandale sanitaire et écologique. Un requin-baleine équipé d'un dispositif de traçage scientifique ayant déjà mystérieusement disparu des radars, un ministre du gouvernement des Galápagos tire la sonnette d'alarme: que vient donc faire la Chine à proximité d'une des zones les plus fragiles et précieuses au monde? Les prises accidentelles représentant près de la moitié de la pêche globale (40 % selon une étude réalisée en 2009), le risque d'écocide sur cette zone sanctuaire unique au monde est réel et concerne potentiellement des dizaines d'espèces protégées. On entend en effet par prise accidentelle, la capture d'espèces interdites à la vente ou sans valeur commerciale. En d'autres termes, cela signifie que des millions de tonnes d'espèces marines peuvent être capturées pour être rejetées à moitié mortes dans l'océan ou écoulées au marché noir.

SURCONSOMMATION DE PRODUITS DE LA MER

Première responsable: la consommation mondiale débridée et toujours croissante de produits issus de la pêche. Les chiffres font froid dans le dos: depuis 1990, la demande pour ces denrées est passée à plus de 122%! Pour la FAO, plus de 80% des zones de pêche sont déjà surexploitées. A ce rythme, – la majorité d'entre elles étant déjà au bord de la rupture – , il devrait y avoir plus de plastiques que de poissons d'ici 2050 dans nos océans! Mais au lieu de repenser sa façon de consommer pour baisser la demande, la Chine innove pour augmenter l'offre, et se rapproche dangereusement des réserves marines.

PRÉCÉDENTS

Le ministre de la Défense équatorien a beau assurer qu'aucun navire de pêche n'a pénétré dans la zone exclusive de l'archipel équatorien, les inquiétudes sont légitimes: la Chine n'en est pas à son coup d'essai. Depuis 2009, 19 embarcations ont été arraisonnées pour pratique illégale de la pêche, du transport ou pour trafic d'espèces protégées. En 2017, la plus grande saisie depuis la création du Parc national des Galápagos concernait toujours la Chine: l'interception du Fu Yuan Len 999 a révélé 300 tonnes de pêche illégale à son bord, dont 6 000 requins congelés. Le bilan réel est sans doute bien plus lourd: ces chiffres ne concernent que l'une des 300 embarcations qui naviguaient à cette époque.

LES POISSONS NE CONNAISSENT PAS LES FRONTIÈRES

Autre problème: si la zone exclusive et la réserve parviennent à contenir, dans une certaine mesure, l'accès des bateaux de pêche, la faune marine, elle, circule continuellement entre les eaux internationales et la zone protégée des Galápagos. Il est donc très facile pour ces navires de mettre la main sur l'abondante biodiversité de l'archipel tout en restant positionnés dans les limites autorisées.

LES TECHNIQUES DE PÊCHE EN QUESTION

Autre problème de taille: les chalutiers incriminés pratiquent une forme de pêche à la ligne dite «pêche à la palangre», en utilisant des lignes immergées à plus de 50 mètres de fond. Or en multipliant le nombre de lignes par le nombre de bateaux, on obtient de véritables murailles d'hameçons qui capturent tout sur leur passage, y compris les espèces protégées.

La conclusion de ce triste constat est sans appel: sans une remise en question radicale de nos modes de consommation, nous n'aurons bientôt plus ni réserves marines ni espèces à protéger. Nos océans seront des tombeaux à ciel ouvert, témoins éternels des abus de l'Homme.

Saisie du bateau chinois Fu Yuan Leng en 2017. Ses cales étaient remplies de parties d'animaux marins, dont beaucoup sont menacés d'extinction. Photo: archive – Parc national des Galapagos.

Great Se
la FFW au chev

**Surpêche, mort des coraux, espèces en voie de disparition: Bienvenue
touristiques paradisiaques est en danger. La surpopulation côtière, les
avoir raison de ses ressources. Désormais, l'archipel est aux abois. Emu
la Fondation Franz Weber, pour voler au secours de ce patrim**

Les Caraïbes : de moins en moins une image idyllique de carte postale.

aflower:
et des Caraïbes

e aux Caraïbes. Victime de son succès, la plus célèbre des destinations s mauvaises pratiques de pêche et le tourisme de masse commencent à s par cette tragédie, six pays ont retroussé leurs manches, avec l'aide de noine unique et tenter de sauver sa culture et ses écosystèmes.

Dans les Caraïbes (comme ici à Cartagena, en Colombie), les plus belles plages disparaissent sous les gratte-ciel et le béton.

Les Caraïbes, vous connaissez? Soleil, cocotiers, eaux turquoises et plages de sables blancs. ça, c'était avant. Aujourd'hui, la situation de cet archipel renommé dans le monde entier pour ses paysages et ses fonds paradisiaques est loin de la carte postale idyllique.

Face à l'urgence de la situation, la Fondation Franz Weber a mis au point la campagne «Great Seaflower» afin de fédérer six Etats des Caraïbes autour d'un projet de sauvegarde de ce patrimoine unique au monde. Objectif: aboutir à un accord plurinational de gestion environnementale dans la zone sud-ouest de ces tropiques.

COOPÉRATION

Le projet a reçu bon accueil dans la region, ce qui a permis à la Fondation de rapidement identifier des partenaires scientifiques et politiques dans plusieurs pays tels que la Colombie, le Costa Rica, le Honduras, la Jamaïque, le Nicaragua et le Panama. Cet ancrage et ce soutien local est essentiel aux yeux de la Fondation: rien ne peut se faire sans le concours des pays limitrophes qui sont les premiers concernés par la dégradation écologique de cette région. En outre, la Fondation a pour principe de ne pas faire d'ingérence: elle propose, soutien, encourage, mais elle n'impose rien. Il ne s'agit donc pas de créer des besoins, mais au contraire d'offrir un tramplin aux communautés locales pour leur permettre de tisser des liens, de coopérer et de tendre vers une gestion holistique et régionale de la culture et de la conservation.

En outre, le concours des différents pays a permis de mettre en place des groupes de travail qui ont pour mission d'intervenir en qualité de facilitateurs locaux. Ces groupes ont fait ressortir trois axes – ethnique, scientifique et institutionnel – autour desquels s'articulera une stratégie holistique tant pour la conservation que pour la restauration de ce petit coin de paradis, considéré comme la troisième plus grande formation corallienne au monde.

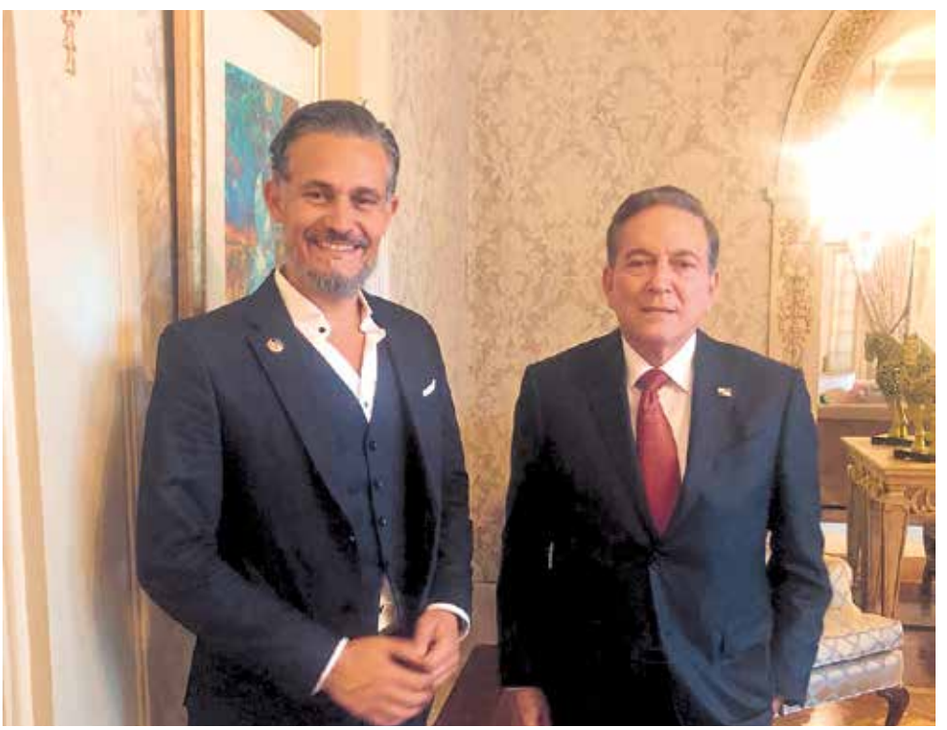
BIODIVERSITÉ UNIQUE

D'un point de vue scientifique, la richesse de cette zone pour la biodiversité mondiale est en effet inestimable. Dans un rapport de l'IPBES datant de 2019 sur la biodiversité aux Amériques, les scientifiques révèlent que le sud-ouest des Caraïbes est la zone dont la faune et la flore côtières et marines sont les plus riches en biodiversité de toutes les Amériques et donc de tout l'hémisphère occidental!

SANCTUAIRE POUR ESPÈCES CONSIDÉRÉES ÉTEINTES AILLEURS

Plusieurs espèces ne se trouvent que sous ces tropiques. C'est notamment le cas du requin de récif. Rarissime partout ailleurs, de nombreux spécimens de cette espèce subsistent dans l'archipel de San Andrés, surnommé Seaflower, et déclaré réserve mondiale de la biosphère en 2000 par l'UNESCO. Leur présense est si abondante sur les différents sites de cette zone et à Seaflower qu'ils constituent la plus importante population de requins de récif de l'ensemble des Caraïbes.

Ces observations sont d'autant plus intéressantes que d'après une étude publiée récemment dans la revue Nature portant sur l'observation et le recensement des requins de récif pendant quatre ans dans 371 récifs de 58 pays du monde, il apparaît que ces requins disparaissent de façon dramatique dans la plupart des océans. A titre d'exemple, en République dominicaine, au Qatar, Vietnam et Kenya, seuls trois requins de récifs ont été enregistrés en plus de 800 heures de tournages vidéo et, globalement, 60 % des enregistrements ont révélé une situation bien plus inquiétante que prévu. Pire, dans 20 % des récifs examinés, les requins étaient tellement introuvables qu'ils sont désormais considérés comme fonction-



Le président du Panama, Laurentino Cortizo, a reçu le directeur de FFW pour l'Amérique latine et les Caraïbes, Leonardo Anselmi (gauche). Le président a été conquis par la proposition sur la protection du «Seaflower».

nellement éteints dans ces écosystèmes minés par la surpêche!

COMPLICATIONS

Mais la crise sanitaire à contrarié nos projets. Avec le Covid, trois grands sommets prévus en mars pour présenter publiquement la campagne ont dû être annulés. Loin de décourager nos équipes, ces difficultés ont boosté notre créativité. Ainsi, la campagne «Great Seaflower» a été repensée pour d'adapter aux contraintes posées par la pandémie: grâce aux échanges virtuels, les groupes de travail oeuvrant pour notre ambitieux programme de coopération internationale ont pu pour la plupart être maintenus, même si certaines échéances ont dû être repoussées.

OPPORTUNITÉ

La quarantaine a en outre permis de trouver du temps pour développer le site internet de la campagne et y compiler tous nos projets (mise en ligne en octobre prochain). Les visiteurs du site auront ainsi accès à un nouveau menu enrichi en cartes interactives, contenu scientifique exclusif et banque de projets.

Lieu d'échanges, notre site constituera également un lieu de dialogue pour quiconque souhaiterait contribuer au débat. Nous visons en particulier les pêcheurs et les enseignants, dont les connaissances et l'expérience peuvent grandement enrichir nos projets.

DÉFIS

Le chemin est encore long: notre campagne doit encore relever de nombreux défis afin de renforcer le dialogue entre les États, souvent tentés par un repli souverainiste. A cet égard, le principal objectif est de parvenir à transcender les crispations identitaires pour concentrer le débat autour de l'écologie. A cet effet, il est envisagé de créer une «École caribéenne de politique environnementale» afin de démocratiser la culture de l'écologie et de sensibiliser les politiques aux questions scientifiques et environnementales: les Caraïbes constituent un ciment regional, un patrimoine commun pour les pays qui les entourent; il est dans l'intérêt de tous de les protéger!

Leonardo Anselmi (gauche) avec Alex Avila, représentant du peuple des Garifuna à Punta Gorda, sur l'île de Roatan, Honduras.

Telle une petite graine, cette idée commence à faire son chemin, mais il faudra du temps pour surmonter les obstacles et les contraintes liées à la situation sanitaire. En attendant, nous pouvons compter sur de nombreux atouts en notre faveur: les Etats commencent à comprendre qu'il est dans leur intérêt de protéger leurs ressources naturelles, et le soutien des communautés locales et scientifiques nous est acquis. Le temps presse, le Covid nous l'a brutalement rappelé: seule une mobilisation générale pour renforcer les zones vulnérables permettra d'envisager un avenir moins sombre pour la planète.

ALIKA LINDBERGH
Femme-écrivain, artiste-peintre, naturaliste

Toute espèce nuisible – y c

Si les instances dirigeantes de tous les peuples de sur la nécessité absolue de placer le sauvetage de la na grandissant de gens lucides en est désormais convaincu. I autres graves menaces qui assombrissent notre aveni

Bien que dans ces domaines cruciaux, les prévisions soient angoissantes, il semble que de plus en plus souvent, l'homme des villes comme l'homme des champs ait assez de bon sens pour voir que c'est à l'origine du mal qu'il faudrait avant tout s'intéresser: l'état désastreux de la terre malade de l'homme. Car si demain l'humanité était balayée par de gigantesques catastrophes (de plus en plus fréquentes, déjà!) – tsunamis, canicules, désertification, déluges, pandémies – nos autres préoccupations passeraient à l'arrière plan – nous serions morts ou en voie de l'être.

«Le premier des dangers majeurs à affronter, c'est notre impact ravageur sur la nature, son climat, et sa biodiversité»

Simplet? Peut être! toujours est-il que c'est une évidence, qu'on ait la jugeote du charbonnier ou la formation d'un énarque. Donc, le premier des dangers majeurs à affronter, c'est notre impact ravageur sur la nature, son climat, et sa biodiversité. Faisant bien davantage confiance à l'intelligence émotionnelle de ceux qui forment en toute discrétion ce qu'on nomme «les pays profonds», plutôt qu'aux modélisateurs du transhumain, je crois que le salut, s'il vient, viendra des milliards de petits gestes, des courageuses décisions, et des changements comportementaux volontaires de ceux là qui

Toute espèce en surnombre est nuisible.

e en surnombre est compris l'Homme!

e notre planète sont – hélas! – , loin d'être d'accord
ture au premier plan des urgences vitales, un nombre
La révolution verte gagne du terrain en dépit de toutes les
r, qu'elles soient économiques, sociales, ou sanitaires.

sont touchés dans leur cœur, blessés dans leurs racines, par l'agonie de leur MAISON – TERRE. Il se pourrait bien que l'ensemble de leurs efforts obtienne ce qu'aucun discours, aucune loi drastique, ni peur du gendarme n'obtiendrait: un MIRACLE! Ne pas croire à la possibilité d'un miracle reviendrait à oublier le signe bouleversant que nous a fait la nature lors du confinement des peuples touchés par le Covid 19: le ciel, l'eau, l'air, les plantes et les animaux sauvages nous ont montré la vérité nue, incontestable, et, ma foi, porteuse d'espérance.

En effet, en trois mois, au cours desquels la plupart des usines furent à l'arrêt, où nous avons peu – ou pas du tout – utilisé nos véhicules de transport – voitures, avions, bateaux ou trains; en ces quelques semaines où nous avons cessé de submerger, d'étouffer notre environnement sous la masse bruyante et agitée de nos foules, des oiseaux qu'on ne voyait plus depuis longtemps sont revenus dans les pauvres arbres de nos villes (et comme le vacarme de la circulation s'était tu, nous les avons – ô merveille! – entendu chanter!). Des chevreuils, des sangliers, des écureuils, des renards se sont tranquillement promenés dans certains de nos parcs et jardins, aventurés sur nos places désertées et sur les berges soudain paisibles de nos fleuves et rivières. Nous avons redécouvert l'apaisement du silence, la fraîcheur d'un air plus pur, l'émerveillement que procure la contemplation des étoiles, à nouveau visibles en grand nombre dans un ciel nettoyé des nappes de pollutions. Poissons, phoques, et même des cétacés se sont hasardés dans nos ports.

«Notre espèce en explosion démographique étouffe le reste du monde vivant, nos hordes destructrices avalent «le territoire des autres», celui de la nature, absorbent toutes les ressources dont pourtant la terre est généreuse»

Aucun plaidoyer n'eut été aussi convaincant, aucun ne nous aurait frappés et atteints de cette manière: la nature nous envoyait un message très clair: oui, elle pourrait renaître, si seulement nous étions moins nombreux! J'ai bien observé autour de moi et vu que cela faisait réfléchir beaucoup de monde et que cela nous amenait regarder en face – enfin – une évidence qui jusqu'ici restait le tabou des tabous: l'espèce humaine est en surnombre. Il y a beaucoup, beaucoup trop d'hommes sur la Terre pour que leur impact ne soit pas meurtrier pour le reste du monde vivant – et pour eux-mêmes.

Si aucune espèce n'est nuisible – puisque toutes, sans exception contribuent aux géniaux équilibres écologiques – n'importe quelle espèce, en revanche, lorsqu'elle est en surnombre, devient nuisible: cela va de la simple nuisance au fléau. Il va de soi que c'est vrai pour l'homosapiens!

Notre espèce en explosion démographique étouffe le reste du monde vivant, nos hordes destructrices avalent «le territoire des autres», celui de la nature, absorbent toutes les ressources dont pourtant la terre est généreuse: nous sommes devenus dans les derniers siècles, le cancer de la Terre. Or, il semble établi qu'au train où nous croissons et multiplions nous serons au moins dix milliards à la fin de ce siècle. Dix milliards! Nous n'étions que deux milliards à ma naissance! En l'espace d'une vie humaine (ce qui, au regard de l'âge de la Terre est une peccadille) nous sommes passés à sept milliards environ! Comment ne pas s'affoler alors qu'après les dévastations qu'en moins d'un siècle nous avons infligé à la faune et à la flore, on vient de découvrir en mettant à jour la liste rouge des espèces en danger, que 32 000 espèces végétales et animales de plus étaient en voie d'extinction à cause des activités humaines. Comment, dans un futur où la biodiversité aura rétrécit comme une peau de chagrin, survivront ces dix milliards d'humains? Ces foules serrées devront se loger, se nourrir, s'abreuver aussi et se soigner, car en cas de surpopulation, les pandémies explosent!

L'eau se fait rare partout, en particulier dans les pays où la désertification s'étend inexorablement, entrainant d'énormes flux migratoires. Aujourd'hui, la raréfaction des terres agricoles dans le monde entier pose des problèmes très graves: qu'en sera-t-il demain? Partout, les terres arables et les pâturages disparaissent pour faire place à des villes nouvelles, des complexes d'habitations, des routes et des aéroports, des parkings et des zones industrielles ou commerciales, c'est à dire à l'expansion continue de notre envahissement. Inévitablement, sous une telle pression, la place se fait rare et les ressources alimentaires diminuent à un rythme accéléré, c'est pourquoi, nos plus belles régions sauvages sont partout défrichées – mais pas seulement pour semer du blé ou du soja – pour bétonner. Là où subsistait encore une somptueuse nature inviolée – poumon vital de la terre – la déforestation systématique est en cours (comme au Brésil et en Malaisie, par exemple). Or, cette déforestation pour bâtir «le monde de demain» est non seulement un crime contre la Terre, mais un suicide: en incendiant nos forêts nous signons notre arrêt de mort. Récemment, dans «le Figaro» français, Franck Courchamp, un courageux éthologue chercheur au C.N.R.S. a écrit: «C'est l'écroulement du monde sauvage qui augmente le risque. La diversité du vivant est en réalité indispensable pour l'homme, son alimentation, la fertilisation des sols ou la purification de l'air. Sans vie sauvage, il n'y a plus de polinisateurs et, donc, d'agriculture. Sans plancton et sans végétaux, il n'y a plus d'oxygène et trop de CO_2. Sur le plan sanitaire, la biodiversité est tout aussi essentielle. La plupart des médicaments sont issus du monde végétal. C'est pourquoi on parle de plus

en plus de santé globale. De la bonne santé de la planète dépend la nôtre.» Si je cite ce texte remarquable par sa clarté, c'est qu'il résume à la perfection ce qui attend nos enfants si nous ne cessons de croître et multiplier au détriment de la nature.

«Cette déforestation pour bâtir «le monde de demain» est non seulement un crime contre la Terre, mais un suicide»

Que faire? Que faire d'assez efficace pour influer sur l'essentiel? Si nous ne prenons pas de mesures à la fois importantes et à la portée de chacun de nous, implacablement, quand la situation deviendra intenable, les problèmes écologiques se résoudront dans un chaos mondial. Violences intra spécifiques, guerres et révolutions, famines et pandémies, se chargeront d'en finir avec l'Ere de l'Homme. Nous en sentons déjà avec inquiétude éclater les douloureux signes précurseurs. Tôt ou tard, si nous ne réagissons pas radicalement, ce sont d'abominables solutions dantesques qui écraseront les traces de notre passage – et à quel prix de souffrances!

Il y a une solution – sage et pacifique – capable de stopper notre expansion galopante; la solution que nous souffle la nature, celle que les éléphants d'Afrique pratiquent depuis toujours: le contrôle intelligent des naissances, la contraception. Lorsque nous n'avions pas encore massacré les éléphants jusqu'à les mener au bord de l'extinction, il arrivait que leurs troupeaux devenaient trop importants pour les ressources en eau et en nourriture de leurs territoires, ils espaçaient alors, grâce aux plantes contraceptives, le rythme des naissances qui passait de 2 ans à 6 ans. Ce qui maintenait leur population à un nombre raisonnable. Ils ne sont pas – et de loin – les seuls animaux à adopter une telle régulation, mais leur exemple est d'autant plus significatif, que leur espèce est méconnue pour ses liens affectifs, d'entraide et d'amour protecteur pour ses petits. On ne peut les accuser d'insensibilité, moins encore d'égoïsme.

Des populations humaines, d'ailleurs, en font autant. Ainsi, les Amérindiens de la forêt contrôlent les naissances de manière à ce que l'équilibre entre leurs besoins et les dons que peut leur offrir la forêt soit toujours maintenu. C'est la sagesse même et la preuve de leur grand sens des responsabilités. Dans l'état actuel du monde, c'est un geste d'amour et de respect d'accepter que mieux vaux avoir un – maximum deux – enfants qui vivront sur une planète préservée qu'une abondante progéniture vouée à la misère sur une terre inhospitalière devenue un enfer pour tous.

Courageusement sacrificiel pour ceux qui eussent aimé avoir une grande famille comme on en avait jadis, le choix qui peut sauver la planète est respectable et altruiste vis à vis de la nature menacée, vis à vis des autres vivants – animaux, végétaux, champignons – mais aussi envers nos frères humains de l'avenir. Car si nous faisons ce qu'il faut, il y aura un AVENIR!

Lorsque nous n'avions pas encore massacré les éléphants jusqu'à les mener au bord de l'extinction, il arrivait que leurs troupeaux devenaient trop importants pour les ressources en eau et en nourriture de leurs territoires. ils espaçaient alors, grâce aux plantes contraceptives, le rythme des naissances qui passait de 2 ans à 6 ans.

AZB
CH-8472 Seuzach
PP/Journal

JOURNAL FRANZ WEBER

DIE POST

Retours à: Dataserv, Aspstrasse 12, 8472 Seuzach

PROTÉGEZ LES ANIMAUX ET LA NATURE

Devenez membre-donateur de la FONDATION FRANZ WEBER

– Franz-Weber-Territory, Australie

Avec vous à nos côtés, nous pouvons continuer à déplacer des montagnes pour les animaux, la nature et notre patrimoine!

En tant que membre-donatrice, membre-donateur vous soutenez durablement nos actions et combats pour un monde meilleur! Nous vous tenons régulièrement informés des avancées, des résultats et des campagnes de la Fondation Franz Weber.

Au nom des animaux, au nom de la nature, nous vous remercions pour votre soutien!

COMPTE POUR VOS DONS
Compte postal No.: 18-6117-3
IBAN: CH31 0900 0000 1800 6117 3

FONDATION FRANZ WEBER
Case postale 257, 3000 Berne 13
T +41 (0)21 964 24 24
ffw@ffw.ch | www.ffw.ch